

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945

15 janvier	— Ordonnance n° 45-85 relative au régime des avoirs étrangers en France	599
16 janvier	— Ordonnance n° 45-86 relative au recensement des avoirs à l'étranger	600
17 janvier	— Ordonnance n° 45-87 relative au recensement de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées en France	603
16 juillet	— Ordonnance n° 45-1554 relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du ministre des colonies. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)	590
16 juillet	— Décret n° 45-1562 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)	591
16 juillet	— Décret n° 45-1563 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 relative au recensement des avoirs à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)	593
16 juillet	— Décret n° 45-1564 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 rela-	

tive au recensement de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées en France. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)

16 juillet — Arrêté interministériel (Finances-Colonies) fixant dans les territoires relevant du ministre des colonies les modalités de recensement des avoirs à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)

16 juillet — Arrêté interministériel (Finances-Colonies) fixant les modalités de recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du ministre des colonies. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)

16 juillet — Arrêté interministériel (Finances-Colonies) fixant les modalités d'application dans les territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945, relative au régime des avoirs étrangers en France. (Arrêté de promulgation n° 615 Cab. du 3 novembre 1945)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Avoirs étrangers

ARRETE N° 615/CAB. du 3 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2659 AP. du 30 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du ministre des colonies;

2° — le décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France;

3° — le décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 relative au recensement des avoirs à l'étranger;

4° — le décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945 portant application aux territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 relative au recensement de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées en France.

5° — l'arrêté interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945 fixant dans les territoires relevant du ministre des colonies les modalités de recensement des avoirs à l'étranger;

6° — l'arrêté interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945 fixant les modalités de recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du ministre des colonies;

7° — l'arrêté interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945 fixant les modalités d'application dans les territoires relevant du ministre des colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ORDONNANCE N° 45-1554 du 16 juillet 1945.

EXPOSE DES MOTIFS

L'ordonnance du 7 octobre 1944 a prescrit le dépôt en banque des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur le territoire de la France métropolitaine.

Des mesures prises dans les territoires relevant du Ministre des Colonies avaient déjà prescrit la déclaration et le blocage des avoirs de l'espèce conservés sur ces territoires.

Une unification de la réglementation en la matière paraît à l'heure actuelle nécessaire.

L'ordonnance proposée au Gouvernement prescrit, en conséquence, le dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées dans les colonies; d'autre part, elle lève les mesures de blocage dont les valeurs mobilières étrangères sont actuellement frappées.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 susvisé;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944, transformant la caisse centrale de la France libre en caisse centrale de la France d'outre-mer;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEVISES ÉTRANGÈRES

ARTICLE PREMIER. — Les personnes physiques ou morales qui possèdent ou détiennent sur les territoires relevant du Ministre des Colonies des billets de banque étrangers, des chèques, lettres de crédit, traites, effets de commerce et tous autres titres de créance à vue ou à court terme, libellés en monnaie étrangère, sont tenues de les déposer chez un intermédiaire agréé pour les opérations de change.

ART. 2. L'exécution du dépôt prévu par l'article premier ne dispense pas le propriétaire des devises étrangères ainsi déposées de l'obligation de cession desdites devises aux offices coloniaux des changes dans tous les cas où cette cession est prescrite par le décret du 9 septembre 1939.

ART. 3. — Les personnes physiques qui résident habituellement à l'étranger sont autorisées à conserver par devers elles pendant la durée de leur séjour sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, les billets de banque étrangers qu'elles ont régulièrement importés pour faire face à leurs dépenses d'entretien pendant ledit séjour et dont elles ne désirent pas effectuer le dépôt dans les conditions prévues par l'article premier, étant entendu que ces billets ne peuvent être que cédés aux offices coloniaux des changes ou réexportés.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX VALEURS
MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

ART. 4. — Les personnes physiques ou morales qui possèdent ou détiennent sur les territoires relevant du Ministre des Colonies des valeurs mobilières étrangères sont tenues de les déposer auprès d'une banque habilitée à cet effet par le chef du territoire.

ART. 5. — Les valeurs mobilières étrangères déposées en application de l'article 4 de la présente ordonnance peuvent être négociées dans les conditions prévues par la réglementation des changes, nonobstant les dispositions des articles 5 et 6 de l'ordonnance du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères et sous réserve que l'acquéreur les laisse en dépôt chez un des intermédiaires de son choix visés par ledit article 4.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 6. — L'obligation édictée par les articles 1^{er} et 4 s'applique :

1^o — Aux personnes physiques quelle que soit leur nationalité ou leur résidence;

2^o — Aux personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements tant sur les territoires français qu'à l'étranger.

ART. 7. — Le dépôt prévu par les articles 1^{er} et 4 doit avoir lieu :

1^o — Dans un délai de deux mois à compter de la date de la mise en vigueur de la présente ordonnance, en ce qui concerne les devises étrangères et les valeurs mobilières étrangères qui sont conservées à cette date sur les territoires relevant du Ministre des Colonies;

2^o — Dans un délai de quinze jours à compter de leur importation sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, en ce qui concerne les devises étrangères et les valeurs mobilières étrangères qui sont importées postérieurement à ladite date.

Toutefois, les offices coloniaux des changes peuvent accorder des délais supplémentaires aux personnes qui, par suite d'un cas de force majeure, sont dans l'impossibilité de procéder au dépôt prescrit dans les délais prévus ci-dessus et qui peuvent fournir aux dits offices toutes justifications utiles à cet égard.

ART. 8. — Toute personne physique ou morale qui détient, à un titre quelconque, sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, des devises étrangères ou des valeurs mobilières étrangères appartenant à un tiers :

1^o — Ne peut remettre ces avoirs à leur propriétaire que lorsque celui-ci est lui-même un des intermédiaires prévus respectivement par les articles 1^{er} et 4;

2^o — Doit effectuer, pour le compte de ce dernier, le dépôt prévu par lesdits articles, dans les délais

fixés par l'article 7 à moins qu'elle ne soit elle-même un des intermédiaires prévus respectivement par les articles 1^{er} et 4;

ART. 9. — Des dérogations à l'obligation de dépôt prévue par les articles 1^{er} et 4, peuvent être accordées par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances ou par la Caisse centrale de la France d'outre-mer pour certaines catégories de devises étrangères ou de valeurs mobilières étrangères. Les offices coloniaux des changes peuvent également accorder des dérogations dans les cas particuliers où une telle mesure paraît justifiée.

ART. 10. — Est interdite, à compter de l'expiration des délais fixés par l'article 7, la détention sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, par toute personne autre que les intermédiaires visés respectivement par les articles 1^{er} et 4, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères, sauf dérogation accordée dans les conditions prévues par l'article 9 et sous réserve des dispositions de l'article 3.

ART. 11. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance ainsi que des arrêtés ou instructions du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances, et des instructions de la Caisse centrale de la France d'outre-mer pris pour son application, sont constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions fixées par le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 12. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

DECRET N° 45-1562 du 16 juillet 1945.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 susvisé;

Vu le décret du 20 mai 1940, fixant les conditions d'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944, transformant la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Vu l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 sont applicables aux territoires relevant du Ministre des Colonies.

Toutefois, les arrêtés prévus par les articles 1^{er} et 5 de ladite ordonnance devront être pris conjointement par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances.

De même les décrets prévus par les articles 3 et 4 devront être pris sur la proposition du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances.

ART. 2. — Dans le présent décret, on entend par :

« Résidents », les personnes considérées comme françaises au sens de l'arrêté du 20 mai 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et les territoires africains sous mandat français;

« Non résidents », les personnes considérées comme étrangères au sens de l'arrêté du 20 mai 1940 précité;

« Valeurs mobilières », les titres de rente, les obligations, les actions, les parts de fondateurs et parts bénéficiaires et tous autres titres négociables, qu'ils aient été matériellement créés ou non, ainsi que les coupons, dividendes, arrérages, droits de souscription ou d'attribution et tous autres droits attachés auxdites valeurs;

« Valeurs mobilières françaises », toutes valeurs mobilières émises par une personne morale publique ou privée dont le siège est situé sur un territoire français;

« Parts sociales », toute part non représentée par des titres négociables dans le capital d'une société commerciale (de capitaux ou de personnes), d'une société civile, ou toute part dans une association de droit ou de fait;

« Parts sociales françaises », les parts sociales dans une société ou association dont le siège ou le principal établissement est situé sur un territoire français.

ART. 3. — Sont prohibées, sauf autorisation prévue par l'article 8 ci-après, les opérations suivantes :

1^o — L'acquisition par un non-résident de biens immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, que le cédant soit un résident ou un non-résident;

2^o — La cession par un non-résident de biens immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, que l'acquéreur soit un résident ou un non-résident.

ART. 4. — Sont prohibées, sauf autorisation prévue par l'article 8 ci-après, les opérations suivantes :

1^o — L'acquisition ou la prise en nantissement par un non-résident de valeurs mobilières françaises ou de parts sociales françaises, que le cédant soit un résident ou un non-résident;

2^o — La cession ou la mise en nantissement par un non-résident de valeurs mobilières françaises ou de parts sociales françaises, que l'acquéreur soit un résident ou un non-résident.

ART. 5. — Les prohibitions édictées à l'article 4 s'étendent aux acquisitions réalisées :

1^o — Par voie de souscription au capital d'une société française, que cette souscription ait lieu lors de la constitution initiale de la société ou à l'occasion d'une augmentation de capital ultérieure;

2^o — Par voie d'attribution à un titre quelconque, gratuit ou onéreux, de valeurs mobilières françaises ou de parts sociales françaises.

ART. 6. — Sont prohibées, sauf autorisation prévue par l'article 8 ci-après, les opérations suivantes :

1^o — Toute opération au crédit ou au débit d'un compte ouvert dans un territoire relevant du Ministre des Colonies au nom d'un non-résident, ainsi que la réception dans un territoire relevant du Ministre des Colonies, pour le compte d'un non-résident, de tout dépôt de moyens de paiement libellés en francs;

2^o — Toute opération affectant un dépôt de moyens de paiement existant dans un territoire relevant du Ministre des Colonies au nom d'un non-résident, ainsi que la réception dans un territoire relevant du Ministre des Colonies de tout nouveau dépôt de moyens de paiement pour le compte d'un non-résident;

3^o — Toute opération affectant un dépôt de valeurs mobilières françaises existant dans un territoire relevant du Ministre des Colonies au nom d'un non-résident, ainsi que la réception dans un territoire relevant du Ministre des Colonies de tout nouveau dépôt de valeurs mobilières françaises pour le compte d'un non-résident.

ART. 7. — Les opérations interdites aux non-résidents par les articles 3, 4 et 5 ci-dessus sont également interdites, sauf autorisation prévue par l'article 8 ci-après, aux personnes morales françaises dans la gestion desquelles interviennent, à quelque titre que ce soit, des non-résidents.

ART. 8. — Des dérogations aux prohibitions sus-visées peuvent être accordées sous forme d'autorisations générales par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances ou par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

Des autorisations particulières peuvent être accordées par les offices coloniaux des changes.

ART. 9. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

DECRET N° 45-1563 du 16 juillet 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 susvisé;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 26 septembre 1939 relatif au secret professionnel;

Vu le décret du 10 novembre 1939, portant application aux colonies du décret du 26 septembre 1939 susvisé;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944, transformant la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Vu l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 relative au recensement des avoirs à l'étranger;

DECRETE :

TITRE - PREMIER

**DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FRANÇAIS
RÉSIDENT DANS UN TERRITOIRE
RELEVANT DU MINISTRE DES COLONIES**

ARTICLE PREMIER. — Tout citoyen ou sujet français ayant sa résidence habituelle dans un territoire relevant du Ministre des Colonies est tenu de déclarer à l'office colonial des changes de ce territoire, dans un délai de deux mois à compter de la date de la mise en vigueur du présent décret, ses biens et avoirs à l'étranger tels qu'ils existent à cette date.

La même obligation incombe à toute personne morale française pour ses établissements dans les territoires relevant du Ministre des Colonies.

ART. 2. — Les personnes ayant effectué la déclaration de leurs biens et avoirs prescrite par l'ordonnance du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères, sont dispensées de la déclaration prévue par l'article premier ci-dessus.

Toutefois, ces personnes devront effectuer, dans le délai fixé par l'article premier ci-dessus, une déclaration complémentaire si leur déclaration antérieure

n'indique pas la totalité des avoirs visés par l'article 11 ci-après ou si de nouveaux avoirs soumis à déclaration sont entrés dans leur patrimoine entre le 1^{er} octobre 1943 et la date de mise en vigueur du présent décret.

ART. 3. — Tout citoyen ou sujet français ou toute personne morale française ayant commis une infraction au décret du 9 septembre 1939 prescrivant la déclaration des avoirs français à l'étranger existant à la date du 31 décembre 1939, ou une infraction à l'ordonnance du 5 octobre 1943 susvisée en ce qui concerne la déclaration de ses avoirs à l'étranger, bénéficiera d'une amnistie pour lesdites infractions, moyennant payement, au moment de la déclaration prescrite par l'article premier ou l'article 2 ci-dessus, d'une amende transactionnelle dite « droit de légitimation » égale au cinquième de la valeur actuelle des avoirs précédemment non déclarés.

Les avoirs dont la situation aura été ainsi régularisée ne pourront être l'objet d'aucune réclamation fiscale du chef des impôts, droits ou taxes dont le fait générateur est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à condition que ces impôts, droits ou taxes n'aient motivé l'engagement d'aucune procédure administrative ou judiciaire avant cette date.

ART. 4. — Tout citoyen ou sujet français qui s'abstiendra de procéder à la déclaration de ses biens et avoirs à l'étranger dans les délais fixés par l'article premier ci-dessus ou s'abstiendra de compléter dans les mêmes délais la déclaration faite en application de l'ordonnance du 5 octobre 1943 susvisée, ou fera sciemment une déclaration inexacte, sera passible des peines d'emprisonnement portées par l'article 193 du Code de justice militaire sanctionnant l'insoumission en temps de guerre et d'une amende qui ne pourra être inférieure à dix fois la valeur des avoirs ayant donné lieu à infraction.

Le tribunal pourra, en outre, prononcer la confiscation, au profit de la nation, de tous les biens présents et à venir du délinquant, de quelque nature qu'ils soient, meubles ou immeubles, divis ou indivis, suivant les modalités prévues par les articles 199 et suivants du Code de justice militaire sanctionnant l'insoumission en temps de guerre.

Les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative au sursis ne seront pas applicables en la matière.

Sous réserve des dispositions des trois alinéas ci-dessus, les défauts de déclaration, retards, omissions ou insuffisances seront constatés, poursuivis et réprimés devant les juridictions de droit commun dans les conditions prévues par le décret du 9 septembre 1939 susvisé relatif aux avoirs à l'étranger.

ART. 5. — Les personnes qui, pour des raisons de force majeure, notamment faute de moyens de communication ou de transport, ne sont pas en mesure de fournir une déclaration complète dans les délais fixés par l'article premier ci-dessus, peuvent s'assurer le bénéfice des dispositions de l'article 3 en souscrivant une déclaration de principe dite « déclaration provisoire » dans les conditions qui seront définies par

un arrêté pris conjointement par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances.

ART. 6. — Les propriétaires d'avoirs à l'étranger ne peuvent procéder, sauf autorisations générales de la Caisse centrale de la France d'outre-mer ou autorisations particulières des offices coloniaux des changes, à aucun acte de disposition sur lesdits avoirs, ni à aucun acte ayant effet d'en modifier la consistance ou de réduire les droits qu'ils possèdent sur ces avoirs.

Toutefois, sont autorisés de plein droit les actes de gestion effectués par les établissements à l'étranger de personnes morales françaises, ainsi que par les entreprises à l'étranger appartenant à des personnes physiques résidant dans les territoires relevant du Ministre des Colonies.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTRANGERS RÉSIDENT DANS LES TERRITOIRES RELEVANT DU MINISTRE DES COLONIES

ART. 7. — L'obligation de déclaration édictée par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus s'applique également aux personnes physiques de nationalité étrangère ayant leur résidence habituelle dans les territoires relevant du Ministre des Colonies et aux personnes morales étrangères pour leurs établissements dans ces territoires.

ART. 8. — Les défauts de déclaration, retards, omissions ou insuffisances seront constatés, poursuivis et réprimés dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES RÉSIDENT A L'ÉTRANGER ET TRANSFÉRANT LEUR RÉSIDENCE DANS UN TERRITOIRE RELEVANT DU MINISTRE DES COLONIES

ART. 9. — Toute personne physique, quelle que soit sa nationalité, transférant sa résidence habituelle de l'étranger dans un territoire relevant du Ministre des Colonies, est tenue, dans un délai de six mois à compter du jour de changement de résidence, de faire, s'il y a lieu, la déclaration prévue par l'article premier ou la déclaration prévue par l'article 7.

Toute personne morale étrangère pour chaque établissement nouvellement créé dans un territoire relevant du Ministre des Colonies est également tenue, dans un délai de six mois à compter de la création de l'établissement, de faire s'il y a lieu, la déclaration prévue par l'article 7.

Les déclarations prévues au présent article portent sur les avoirs à l'étranger possédés à la date du changement de la résidence ou de la création de l'établissement.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées :

En ce qui concerne les citoyens et les sujets français, dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions du titre premier ci-dessus ;

En ce qui concerne les personnes physiques de nationalité étrangère et les personnes morales étrangères pour leurs établissements nouvellement créés dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions du titre II ci-dessus.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 11. — Sont considérés comme avoirs à l'étranger au sens du présent décret, l'or, les moyens de paiement et les valeurs mobilières conservés à l'étranger, ainsi que d'une façon générale tous biens, droits et intérêts à l'étranger, représentés ou non par des titres.

Toutefois, lorsque l'ensemble des avoirs à déclarer par une même personne ne dépasse pas une valeur totale de 20.000 francs, leur propriétaire est dispensé de la déclaration prescrite.

ART. 12. — Les avoirs à l'étranger qui entrent postérieurement à la date fixée pour leur déclaration dans le patrimoine d'une personne soumise aux obligations définies par les articles 1^{er}, 7 et 9 doivent faire l'objet d'une déclaration complémentaire, selon les modalités et dans les conditions qui seront fixées par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

ART. 13. — Les personnes visées aux articles 1^{er} et 7 ne sont pas tenues de déclarer les avoirs conservés à l'étranger pour leur compte par des intermédiaires établis dans les territoires français.

Les intermédiaires établis dans un territoire relevant du Ministre des Colonies sont tenus de déclarer, dans les conditions qui seront fixées, par un arrêté pris conjointement par le Ministre des Colonies et par le Ministre des Finances, les avoirs qu'ils détiennent à l'étranger pour compte de personnes physiques résidant dans un territoire français, de personnes morales françaises et d'établissements dans les territoires français de personnes morales étrangères.

ART. 14. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances peuvent, par des arrêtés pris conjointement, étendre les obligations édictées par les articles 1^{er}, 2, 7, 9 et 12, aux représentants ou mandataires des propriétaires d'avoirs soumis à déclaration dans les territoires français.

ART. 15. — Les dispositions de l'article 6 ci-dessus sont applicables aux propriétaires d'avoirs soumis à déclaration en vertu des articles 9 et 12.

ART. 16. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions des articles 6, 12, 13 et 14 ci-dessus sont constatées, poursuivies et réprimées dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 17. — Des arrêtés pris conjointement par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances détermineront les modalités d'application du présent décret.

ART. 18. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

DECRET N° 45-1564 du 16 juillet 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents, qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 susvisé;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 26 septembre 1939 relatif au secret professionnel;

Vu le décret du 10 novembre 1939, portant application aux colonies du décret du 26 septembre 1939 susvisé;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944, transformant la caisse centrale de la France libre en caisse centrale de la France d'outre-mer;

Vu l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies;

Vu l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 relative au recensement de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées en France;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les banques établies dans les territoires relevant du Ministre des Colonies sont tenues de déclarer aux offices coloniaux des changes, selon les modalités et aux dates qui seront fixées par un arrêté pris conjointement par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances, les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère et les valeurs mobilières étrangères conservées par elles sur les ter-

ritoires français, tels qu'ils existeront à l'expiration du délai fixé par l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 susvisée pour le dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères, que ces avoirs leur appartiennent en propre ou appartiennent à leurs clients.

ART. 2. — Les banques visées à l'article premier sont tenues de faire connaître périodiquement aux offices coloniaux des changes, selon les modalités et aux dates fixées par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, les modifications intervenues dans la consistance des avoirs visés audit article.

ART. 3. — Les infractions ou tentatives d'infractions aux dispositions de la présente ordonnance et des arrêtés pris pour son application sont constatées, poursuivies et réprimées dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 4. — Sont tenues au secret professionnel, dans les conditions prévues par le décret du 26 septembre 1939, toutes personnes appelées par leurs fonctions ou attributions à recevoir ou à transmettre les déclarations prévues par le présent décret.

ART. 5. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ARRETE interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945.

Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances,

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 20 mai 1940, fixant les conditions d'application dans les colonies et les territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 susvisé et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté du 20 mai 1940, précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger en monnaie étrangère;

Vu l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 relative au recensement des avoirs à l'étranger;

Vu le décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 susvisée;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont sujets à la déclaration prescrite par les articles 1^{er}, 2, 7, 9, 12, 13 et 14 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945, relative au recensement des avoirs à l'étranger, les biens suivants :

a) L'or conservé à l'étranger, c'est-à-dire :

L'or monnayé, qu'il s'agisse de monnaies françaises ou étrangères.

L'or en barres ou en lingots, c'est-à-dire les masses d'or fondu, ainsi que les plaques d'or laminé ou plané, quel qu'en soit le poids ou le titre.

L'or à usage industriel ou autre, ainsi que les déchets ou objets d'or, à l'exception des bijoux personnels;

b) Les moyens de paiement français ou étrangers (autres que les billets de banque français) conservés à l'étranger, c'est-à-dire les pièces de monnaie, les billets de banque, les chèques, lettres de crédit, traites, effets et tous autres créances à vue ou à court terme de même nature;

c) Les valeurs mobilières françaises et étrangères conservées à l'étranger, c'est-à-dire :

Les titres de rente, les obligations, les actions, les parts de fondateur et parts bénéficiaires et tous autres titres négociables au porteur ou au nominatif, ainsi que tous certificats représentatifs de titres négociables.

Les coupons et droits de souscription ou d'attribution afférents aux dites valeurs;

d) Tous autres biens meubles et immeubles, droits et intérêts à l'étranger, notamment :

Les biens meubles de toute nature, les marchandises (autres que celles acquises avec autorisation des offices coloniaux des changes ou exportés sous le couvert de déclarations-engagements de change), etc., situés à l'étranger.

Les immeubles situés à l'étranger, les droits immobiliers et les droits de propriété commerciale afférents à des immeubles situés à l'étranger, les fonds de commerce installés à l'étranger, les établissements ou exploitations industrielles, commerciales, agricoles, minières à l'étranger, y compris tous biens meubles et immeubles en dépendant, etc.;

Les parts sociales dans les sociétés étrangères ou associations en participation constituées à l'étranger, ainsi que toutes conventions ou contrats à l'étranger non représentés par des titres négociables, notamment les conventions de trustee, les contrats de participation, de commandite, de capitalisation, d'épargne et d'assurance, les fondations constituées dans un intérêt privé, les intérêts ou part dans les sociétés en gestion, etc., etc.;

Les créances sur les personnes physiques ou morales établies à l'étranger, c'est-à-dire toutes créances ci-

viles ou commerciales, et généralement tous droits actuels ou éventuels à l'étranger.

Les brevets déposés à l'étranger, les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique acquis à l'étranger, etc.

ART. 2. — Doivent être assimilés au patrimoine du déclarant et sont sujets, par conséquent, à l'obligation de déclaration prescrite par les articles 1^{er}, 2, 7, 9 et 12 du décret susvisé, les biens compris dans l'actif d'une société étrangère dans laquelle le déclarant possède des droits lui assurant un intérêt prépondérant, même si ces droits sont représentés par des titres.

ART. 3. — La déclaration doit contenir toutes indications utiles sur la nature, la consistance, la situation et la valeur des avoirs. Elle doit être établie conformément aux instructions de la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

ART. 4. — La déclaration provisoire prévue par l'article 5 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé doit contenir toutes indications en la possession du déclarant sur la nature, la situation, la valeur approximative des avoirs.

Cette déclaration provisoire doit être complétée et remplacée par une déclaration définitive dans un délai de six mois à compter de la mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé, sauf délais supplémentaires qui peuvent être accordés par les offices coloniaux des changes, à titre exceptionnel, aux personnes justifiant d'un cas de force majeure les plaçant dans l'impossibilité de procéder à leur déclaration avant l'expiration du délai fixé ci-dessus.

ART. 5. — L'obligation de déclaration incombe soit au propriétaire des avoirs à déclarer, soit à toute personne qui, dans un territoire relevant du Ministère des Colonies, a reçu mandat de gestion à un titre quelconque.

Ces personnes sont solidairement responsables de l'exécution de cette obligation.

En ce qui concerne les personnes morales, il doit être établi une déclaration distincte pour chaque établissement doté d'une comptabilité propre ou jouissant d'une organisation autonome.

Pour chacun de ces établissements, l'obligation des déclarations incombe aux personnes chargées de sa direction.

La déclaration doit être adressée à l'Office colonial des changes du territoire où est situé l'établissement considéré.

Dans le cas d'un compte joint ou d'un coffre-fort à l'étranger loué conjointement par plusieurs personnes, ainsi que dans le cas de propriétés indivises, chacun des déposants ou propriétaires est tenu de déclarer l'ensemble commun.

ART. 6. — Tous renseignements complémentaires concernant les avoirs soumis à déclaration ainsi que toutes justifications concernant l'acquisition, l'exis-

tence et la consistance desdits avoirs devront être fournis aux offices coloniaux des changes, sur leur demande, par les intéressés.

En particulier, les offices coloniaux des changes pourront demander communication des bilans des sociétés étrangères dans lesquelles les déclarants ont une participation.

ART. 7. — a) L'amende transactionnelle dite « droit de légitimation prévue par l'article 3 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé est calculée sur la valeur des avoirs non déclarés au titre du décret du 9 septembre 1939 ou de l'ordonnance du 5 octobre 1943. Cette valeur est celle à la date de la mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé, des avoirs dont il s'agit dans les pays où ils sont situés, la conversion en francs étant faite sur la base des cours officiels applicables à la même date;

b) Au moment du dépôt de la déclaration, qu'il s'agisse d'une déclaration provisoire ou d'une déclaration définitive, le déclarant doit faire, au titre du droit de légitimation, un versement provisionnel en francs, calculé sur la base de ladite déclaration.

Une liquidation définitive de la somme due au titre du droit de légitimation par le déclarant est établie par l'Office colonial des changes qui a reçu la déclaration lorsque celui-ci est en possession de tous les éléments nécessaires. Le paiement de la somme restant due éventuellement par le déclarant doit être effectué par lui dans les délais qui lui sont fixés par cet office.

Le paiement du droit de légitimation est effectué directement à l'Office colonial des changes qui en encaisse le produit pour le compte du Trésor.

ART. 8. — Pour le paiement du droit de légitimation, le déclarant, à défaut de disponibilités suffisantes en francs, peut livrer, à due concurrence, toutes devises susceptibles d'être employées par le Gouvernement français pour régler ses dépenses à l'étranger ou, à défaut, toutes valeurs négociables contre de telles devises.

Les cours à retenir sont, pour les devises, le cours officiel en vigueur au moment de la cession; pour les valeurs étrangères, leur valeur de réalisation convertie en francs au cours officiel.

ART. 9. — Les banques établies dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, qui conservent ou font conserver à l'étranger pour le compte de leurs clients des avoirs soumis à déclaration en vertu de l'article 13 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé sont tenues d'adresser aux offices coloniaux des changes, dans un délai de deux mois à compter de la date de la mise en vigueur dudit décret et dans les conditions fixées par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, un relevé desdits avoirs tels qu'ils existaient à cette date.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ARRETE interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945.

Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances,

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies;

Vu le décret du 20 mai 1940, fixant les conditions d'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté du 20 mai 1940, précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et les territoires africains sous mandat français;

Vu l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 relative au recensement de l'or, de devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservés en France;

Vu le décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 susvisée;

ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations prévues par l'article premier du décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945 susvisé doivent être effectuées aux offices coloniaux des changes dans les formes fixées par la Caisse centrale de la France d'outre-mer et dans un délai de deux mois à compter de l'expiration du délai fixé par l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 susvisée pour le dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères.

ART. 2. — Sont sujets à déclaration au sens de l'article premier du décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945 susvisé les biens suivants :

a) Les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère et conservés sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, c'est-à-dire les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de crédit, traites, effets de commerce et tous autres titres de créance à vue ou à court terme libellés en monnaie étrangère;

b) Les valeurs mobilières étrangères conservées dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, savoir :

Les titres de rente, les obligations, les actions, les parts de fondateur et parts bénéficiaires et tous autres titres négociables au porteur ou au nominatif libellés en monnaie étrangère ou française, ainsi que tous certificats représentatifs de titres négociables, lorsque ces valeurs ont été émises par une collectivité publique étrangère ou par une personne morale privée dont le siège est à l'étranger;

Les coupons et droits de souscription ou d'attribution afférents auxdites valeurs.

ART. 3. — Tous renseignements complémentaires concernant les avoirs soumis à déclaration, ainsi que toutes justifications concernant l'existence et la consistance desdits avoirs, devront être fournis aux offices coloniaux des changes, sur leur demande, par les intéressés.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ARRETE interministériel (Finances-Colonies) du 16 juillet 1945.

Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances,

Vu l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France;

Vu l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 relative au recensement de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservés en France;

Vu le décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 susvisée;

Vu le décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-87 du 17 janvier 1945 susvisée;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités de recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les établissements de banque installés sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, qui ont en compte ou en dépôt des devises étrangères ou des valeurs mobilières étrangères telles qu'elles sont définies par l'article 2 de l'arrêté du 16 juillet 1945 susvisé et appartenant à des non-résidents, sont tenus d'adresser un relevé desdits avoirs aux offices coloniaux des changes dans les conditions et les délais qui seront fixés par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Les personnes morales françaises visées par l'article 4 de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 susvisée ayant leur siège social dans un territoire relevant du Ministre des Colonies sont tenues d'adresser à l'Office colonial des changes de ce territoire dans les conditions et les délais qui seront fixés par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, une déclaration comportant les renseignements énumérés à l'article 3 ci-après.

Sont notamment soumises à cette obligation :

a) Les sociétés par actions ou en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée dans le capital desquelles des non-résidents possèdent une participation leur permettant d'exercer une influence directe ou indirecte sur la gestion desdites sociétés;

b) Les sociétés par actions ou en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée dont le président directeur général, le directeur général (quand il est choisi en dehors du Conseil d'administration) ou les gérants ne sont pas tous des résidents;

c) Les sociétés en nom collectif ou en commandite simple dont les associés ne sont pas tous des résidents;

d) Les sociétés de toute nature à l'encontre desquelles un non-résident possède une créance lui permettant d'exercer une influence sur la gestion desdites sociétés;

e) Les sociétés de toute nature liées vis-à-vis d'un non-résident par un contrat de licence ou de redevance s'appliquant à l'activité essentielle de ces sociétés;

f) Les sociétés de toute nature auxquelles un non-résident a accordé un privilège exclusif de vente de ses produits sur les territoires français ou d'exploitation de ses brevets sur les territoires français lorsque cette vente ou exploitation constitue l'activité essentielle de ces sociétés.

ART. 3. — Les déclarations prévues à l'article 2 ci-dessus doivent contenir les renseignements suivants :

a) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa a) de l'article précédent, tous renseignements sur le nombre des actions ou parts détenues par les actionnaires ou associés non-résidents, ainsi que les nom, adresse et nationalité desdits actionnaires ou associés tels qu'ils sont connus par les registres de transferts, par les listes d'actionnaires présents ou représentés aux assemblées générales ou par tout autre élément d'information dont dispose la société;

b) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa b) de l'article précédent les nom, adresse et nationalité des directeurs, administrateurs ou gérants;

c) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa c) de l'article précédent, tous renseignements sur le montant des parts des associés non-résidents, ainsi que les nom, adresse et nationalité de ceux-ci;

d) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa d) de l'article précédent, la copie certifiée conforme du contrat ayant donné naissance à ladite créance;

e) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa e) de l'article précédent, la copie certifiée conforme du contrat de licence ou de redevance;

f) En ce qui concerne les sociétés visées à l'alinéa f) de l'article précédent, la copie certifiée conforme des contrats leur ayant conféré le privilège de vente ou d'exploitation.

Les déclarants doivent en outre fournir la copie certifiée conforme de leur dernier bilan et éventuellement, tous renseignements complémentaires demandés par les offices coloniaux des changes.

ART. 4. — Une dérogation générale aux dispositions de l'article 7 du décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945 susvisé est accordée à titre provisoire pour leurs opérations de gestion courante aux personnes morales françaises visées par ledit article.

Les offices coloniaux des changes peuvent mettre fin à cette dérogation par décisions individuelles qui prendront effet dans chaque cas à compter du jour de la réception de la lettre de notification adressée à la société intéressée.

Fait à Paris, le 16 juillet 1945.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ORDONNANCE N° 45-85 du 15 janvier 1945.

EXPOSE DES MOTIFS

La réglementation des changes actuellement en vigueur, qui est dans son ensemble celle qui a été édictée en 1939 lors de notre entrée en guerre, comporte certaines lacunes dont les inconvénients se font actuellement sentir, en ce qui concerne le contrôle des avoirs possédés en France par des non-résidents, c'est-à-dire par des personnes physiques ou morales résidant à l'étranger :

1° — Il n'a été procédé jusqu'ici à aucun recensement systématique de ces avoirs. Or, il serait nécessaire, à la fois pour déterminer le montant de notre endettement envers l'étranger et pour posséder les éléments nécessaires à certaines négociations financières internationales, de pouvoir procéder à un tel recensement;

2° — Certaines de ces opérations auxquelles les non-résidents peuvent procéder sur leurs avoirs en France sont soumises à une autorisation préalable de l'office des changes. Mais cette obligation ne s'applique pas à toutes les opérations de cette nature. Il en résulte un double inconvénient :

a) Certaines opérations qui peuvent se traduire en définitive par une exportation de capitaux restent possibles;

b) Pour des raisons de blocus, il est indispensable que nous puissions contrôler étroitement les opérations faites en France par des personnes résidant dans les pays neutres, afin d'éviter qu'elles ne puissent bénéficier de quelque manière que ce soit à l'ennemi.

La présente ordonnance a pour objet de combler ces lacunes.

Elle ouvre la possibilité :

De prescrire par arrêté la déclaration des avoirs de toute nature détenus en France au nom ou pour le compte de non-résidents;

De prohiber par décret les opérations sur immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce, comptes en monnaies françaises et valeurs mobilières françaises effectuées par des personnes résidant en dehors du territoire français ou pour le compte de ces personnes en laissant à l'office des changes le soin d'accorder des dérogations générales ou particulières.

La première mesure ne sera prise, qu'ultérieurement une fois terminé le recensement des avoirs français à l'étranger qui apparaît plus urgent.

Par contre, la seconde doit intervenir immédiatement. Son application se fera d'ailleurs avec toute la souplesse voulue pour ne pas apporter aux relations économiques et financières internationales d'entraves injustifiées ces dérogations générales seront accordées en ce qui concerne les personnes résidant dans les pays qui nous octroieront un régime de réciprocité et nous donneront des garanties effectives en matière de blocus.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Ministre des Finances est autorisé à prescrire par arrêtés, selon les modalités et aux dates fixées par lui, la déclaration totale ou partielle des avoirs étrangers en France.

Ces arrêtés pourront astreindre à cette déclaration toutes personnes participant à un titre quelconque à la garde, l'entretien, la conservation ou la gestion des avoirs étrangers en France et, à défaut de telles personnes, le propriétaire lui-même desdits avoirs.

ART. 2. — Sont considérés comme avoirs étrangers en France, les avoirs qui appartiennent directement ou par personnes interposées, soit aux personnes physiques résidant habituellement hors de France, soit aux établissements à l'étranger, de personnes morales françaises ou étrangères et qui consistent en :

a) Biens meubles ou immeubles corporels et incorporels, situés en France, y compris tous titres négociables représentatifs de droits incorporels;

b) Tous autres biens, même situés à l'étranger, permettant d'exercer des droits en France.

ART. 3. — Des décrets pris sur la proposition du Ministre des Finances pourront réglementer la constitution d'avoirs étrangers en France, ainsi que les actes de disposition portant sur des avoirs étrangers en France.

ART. 4. — Des décrets pris sur la proposition du Ministre des Finances pourront également réglementer :

a) La constitution d'avoirs en France par des personnes morales françaises dans la gestion desquels interviennent, à quelque titre que ce soit, des personnes physiques résidant habituellement hors de France ou des personnes morales étrangères;

b) Les actes de disposition portant sur les avoirs en France des personnes morales françaises visées à l'alinéa a) ci-dessus.

ART. 5. — Le Ministre des Finances pourra astreindre par arrêté les personnes morales françaises, visées par l'article 4 ci-dessus, à fournir à l'office des changes tous renseignements utiles sur la répartition de leur capital, l'identité de leurs dirigeants et les modalités de leur gestion.

ART. 6. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance et des décrets et arrêtés pris pour son application seront poursuivies et réprimées dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939 susvisé.

ART. 7. — Des décrets contresignés par le Ministre des Finances, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance seront appliquées en Algérie et dans les territoires relevant du Ministre des Colonies.

ART. 8. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 15 janvier 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Finances, Ministre des colonies p. i.,
R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Economie nationale,
Ministre de l'Intérieur p. i.,
Pierre MENDÈS-FRANCE.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones,
Augustin LAURENT.

ORDONNANCE N° 45-86 du 16 janvier 1945.

EXPOSE DES MOTIFS

Pour importer tout ce qui est nécessaire à sa reconstruction et à la remise en marche de son économie, la France doit être en mesure de mobiliser, en cas de besoin, la plus grande partie de ses moyens de paiement à l'étranger : or, devises, valeurs mobilières.

Sans attendre d'avoir épuisé les ressources qui sont la propriété de l'Etat ou de la Banque de France, il est nécessaire que le Gouvernement français, comme l'ont fait d'autres gouvernements alliés, pro-

cède à l'inventaire complet des avoirs de cette nature qui sont propriété privée.

La présente ordonnance concerne ceux de ces avoirs qui se trouvent hors de France. Le recensement qu'elle institue avait été entrepris en 1939, dès le début de la guerre. Mais les événements qui ont suivi n'ont permis à l'Etat ni de l'achever, ni d'en utiliser les résultats.

L'opération doit aujourd'hui être entièrement reprise. Sans doute les biens placés par des Français à l'étranger ont-ils subi peu de changements au cours des cinq dernières années : la plupart ont été bloqués du fait de la guerre et leurs propriétaires ont été, en général, coupés de toute relation avec ceux qui les détiennent ou qui les gèrent. Mais les déclarations de 1939 ne traduisent pas la situation réelle des avoirs. Beaucoup d'omissions ont été commises à cette époque où des Français, à peine sortis d'une ère de facilité où ils pensaient pouvoir disposer de leur fortune à leur gré, étaient encore mal conscients de leur devoir national en la matière. D'autre part, l'occupation était une période peu favorable pour la réparation de ces omissions.

Mais depuis que la France est de nouveau maîtresse de ses biens, elle doit les connaître et les rassembler tous pour réparer ses ruines. Aucune évasion ne saurait donc être tolérée.

Les obligations qui incombent aux Français résidant en France sont nettement marquées par la nouvelle ordonnance. A ceux dont la situation est encore irrégulière au regard de la loi, le Gouvernement offre aujourd'hui le choix entre une régularisation peu coûteuse et le risque de sanctions très sévères.

Si les fraudeurs de 1939 déclarent demain ce qu'ils ont dissimulé hier, toute poursuite contre eux, tant pour infraction à la réglementation des changes que pour évasion fiscale, sera abandonnée, moyennant le paiement d'une amende transactionnelle dite « droit de légitimation » s'élevant à 20 p. 100 de la valeur actuelle des avoirs.

Au contraire, s'ils persistent dans leur attitude, ils seront assimilés à des insoumis et rendus passibles des peines réservées à ceux-ci en temps de guerre : emprisonnement de deux ans au minimum sans sursis ; confiscation des biens au profit de la nation...

Pour souligner davantage les termes de cette alternative, des mesures d'ordre administratif offriront d'autres facilités et feront peser d'autres menaces que celles qui résultent de l'ordonnance elle-même.

D'un côté, toutes dispositions seront prises pour que les déclarants n'aient pas à craindre les indiscrétions et puissent correspondre au sujet de leurs avoirs avec les dépositaires étrangers dont ils sont séparés depuis longtemps. Les notaires, les comptoirs de la Banque de France, les principaux établissements de banque astreints au secret professionnel, se mettront à la disposition des intéressés pour recevoir leurs déclarations pour le compte de l'office des changes. Ces déclarations pourront être de simples déclarations de principe, si ceux qui les souscrivent ne sont pas en mesure de fournir immédiatement des renseigne-

ments complets et précis sur leurs avoirs. Afin d'obtenir ensuite, le plus rapidement possible et aux moindres frais, ces renseignements, les déclarants pourront faire appel au Ministère des Finances qui fera effectuer pour leur compte toutes recherches utiles à l'étranger par ses propres représentants.

En sens inverse, des moyens dont l'Etat ne disposait pas auparavant pour découvrir les avoirs non déclarés seront mis en œuvre. Une grande partie des biens français situés à l'étranger se trouve bloquée dans des pays amis où le déblocage pourra être subordonné à l'accord, donc au contrôle, des autorités financières françaises.

Les Français résidant en France auxquels s'adresse principalement l'appel du Gouvernement, ne seront cependant pas seuls astreints à la nouvelle déclaration. Les étrangers résidant en France et les Français résidant à l'étranger, les uns à titre obligatoire, les autres à titre volontaire, seront appelés à remplir la même formalité.

Ces mesures préludent à des opérations de mobilisation dont le Gouvernement n'entend pas dissimuler la nécessité, mais qu'il se réserve d'effectuer en temps utile et en tenant un juste compte des différentes natures d'avoirs. Il ne saurait, bien entendu, soumettre au même traitement des investissements productifs qui contribuent à l'influence et au prestige de la France au dehors, qui sont pour elle une source régulière de revenus, et les placements qui procèdent surtout d'un désir d'évasion fiscale ou monétaire.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Finances;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 26 septembre 1939 relatif au secret professionnel;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FRANÇAIS RÉSIDANT EN FRANCE

ARTICLE PREMIER. — Tout Français ayant, à la date du 1^{er} janvier 1945, sa résidence habituelle en France, ainsi que toute personne morale française, est tenu de déclarer à l'office des changes, avant le 1^{er} mars 1945, tous ses biens et avoirs à l'étranger tels qu'ils existaient au 31 décembre 1944.

ART. 2. — Tout Français ou toute personne morale française ayant commis une infraction au décret du 9 septembre 1939, prescrivant la déclaration des avoirs français à l'étranger existant à la date du 31 décembre 1939, bénéficiera d'une amnistie pour ladite infraction moyennant le paiement, au moment de la déclaration prescrite par l'article premier ci-dessus, d'une amende transactionnelle dite « droit de légitimation », égale au cinquième de la valeur actuelle des avoirs précédemment non déclarés.

Les avoirs dont la situation aura été ainsi régularisée ne pourront être l'objet d'aucune réclamation au titre des impôts sur le revenu, du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices et des droits et taxes perçus par l'administration de l'Enregistrement dont le fait générateur est antérieur à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, à condition que ces divers impôts n'aient motivé l'engagement d'aucune procédure administrative ou judiciaire avant cette date.

ART. 3. — Tout Français qui s'abstiendra de procéder à la déclaration de ses biens et avoirs à l'étranger dans les délais fixés à l'article premier ci-dessus ou qui fera sciemment une déclaration inexacte, sera passible des peines d'emprisonnement portées par l'article 193 du Code de justice militaire sanctionnant l'insoumission en temps de guerre et d'une amende qui ne pourra être inférieure à dix fois la valeur des avoirs ayant donné lieu à infraction.

Le tribunal pourra, en outre, prononcer la confiscation au profit de la nation de tous les biens présents et à venir du délinquant, de quelque nature qu'ils soient, meubles ou immeubles, divis ou indivis, suivant les modalités prévues par les articles 149 et suivants du Code de justice militaire sanctionnant l'insoumission en temps de guerre.

Les dispositions de la loi du 26 mars 1891, relatives aux sursis ne seront pas applicables en la matière.

Sous réserve des dispositions des trois alinéas ci-dessus, les défauts de déclaration, retards, omission ou insuffisances, seront constatés, poursuivis et réprimés devant les juridictions de droit commun, dans les conditions prévues par le décret du 9 septembre 1939 susvisé, relatif aux avoirs à l'étranger.

ART. 4. — Les personnes qui, pour des raisons de force majeure, notamment faute de moyens de communications ou de transports, ne sont pas en mesure de fournir une déclaration complète dans les délais fixés par l'article premier ci-dessus, peuvent s'assurer le bénéfice des dispositions de l'article 2 en soucrivant une déclaration de principe dite « déclaration provisoire », dans les conditions qui seront définies par arrêté du Ministre des Finances.

ART. 5. — Les déclarations doivent être adressées à l'office des changes, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un comptoir de la Banque de France, d'un établissement de banque ayant la qualité d'intermédiaire agréé ou d'un notaire.

ART. 6. — Les propriétaires d'avoirs soumis à déclaration en vertu de la présente ordonnance, peuvent procéder, sauf autorisation générale ou pa

ticulière de l'office des changes, à aucun acte de disposition sur leurs avoirs à l'étranger, ni à aucun acte ayant pour effet d'en modifier la consistance ou de réduire les droits qu'ils possèdent sur ces avoirs.

Toutefois, sont autorisés de plein droit, les actes de gestion effectués par les établissements à l'étranger de personnes morales françaises, ainsi que par les entreprises à l'étranger appartenant à des personnes physiques résidant en France.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTRANGERS RÉSIDENT EN FRANCE

ART. 7. — L'obligation de déclaration édictée par l'article premier ci-dessus s'applique également aux personnes physiques de nationalité étrangère ayant leur résidence habituelle en France et aux personnes morales étrangères pour leurs établissements en France.

ART. 8. — Les défauts de déclaration, retards, omissions ou insuffisances seront constatés, poursuivis et réprimés dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FRANÇAIS RÉSIDENT A L'ÉTRANGER

ART. 9. — Tout Français résidant habituellement à l'étranger a la faculté de déclarer et de céder au Gouvernement français, à titre de contribution volontaire, par l'intermédiaire de l'attaché financier ou, à défaut, de l'attaché commercial près l'ambassade ou la légation de France dans le pays de sa résidence, toutes devises ou valeurs négociables contre les devises susceptibles d'être employées par le Gouvernement français pour régler ses dépenses à l'étranger. La contre-valeur en francs des avoirs ainsi cédés sera portée au crédit d'un compte ouvert au nom du cédant dans les écritures du Trésor. Elle portera intérêt au taux de 3% l'an et pourra être employée par le cédant à des paiements en France pour son propre compte.

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES RÉSIDENT A L'ÉTRANGER ET TRANSFÉRANT LEUR RÉSIDENCE EN FRANCE

ART. 10. — Toute personne physique, de nationalité française ou étrangère, transférant sa résidence habituelle de l'étranger en France, est tenue, dans un délai de six mois à compter du jour du changement de résidence, de faire, s'il y a lieu, la déclaration prévue par l'article premier.

Toute personne morale étrangère, pour chaque établissement nouvellement créé en France, est également tenue, dans un délai de six mois à compter de la création de l'établissement, de faire, s'il y a lieu, la déclaration prévue par l'article 7.

Les déclarations prévues au présent article portent sur les avoirs à l'étranger possédés à la date du changement de la résidence ou de la création de l'établissement.

ART. 11. — Les infractions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées :

En ce qui concerne les personnes physiques de nationalité française, dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions du titre premier ci-dessus ;

En ce qui concerne les personnes physiques de nationalité étrangère, et les personnes morales étrangères pour leurs établissements nouvellement créés en France, dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions du titre II ci-dessus.

TITRE V

DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 12. — Sont considérés comme avoirs à l'étranger au sens de la présente ordonnance l'or, les moyens de paiements et les valeurs mobilières conservés à l'étranger, ainsi que, d'une façon générale, tous biens, droits et intérêts à l'étranger, représentés ou non par des titres.

Toutefois, lorsque les avoirs à déclarer par une même personne ne dépassent pas :

En ce qui concerne l'or, un poids total de 20 grammes ;

En ce qui concerne l'ensemble des autres avoirs, une valeur totale de 20.000 francs, leur propriétaire est dispensé de la déclaration prescrite.

ART. 13. — Les avoirs à l'étranger qui entrent postérieurement à la date fixée pour leur déclaration, dans le patrimoine d'une personne soumise aux obligations définies par les articles 1^{er}, 7 et 10, doivent faire l'objet d'une déclaration complémentaire, selon les modalités et dans les délais qui seront fixés par l'office des changes.

ART. 14. — Les personnes visées aux articles 1^{er}, 10 et 13 ne sont pas tenues de déclarer les avoirs conservés à l'étranger, pour leur compte, par des intermédiaires en France.

Ceux-ci sont tenus de déclarer lesdits avoirs dans les conditions qui seront fixées par arrêté du Ministre des Finances.

ART. 15. — Le Ministre des Finances peut, par arrêté, étendre les obligations édictées par les articles 1^{er}, 7, 10 et 13 aux représentants ou mandataires en France des propriétaires des avoirs soumis à déclaration.

ART. 16. — Les déclarations prescrites par les articles 7, 10 et 13 doivent être adressées à l'office des changes, dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus.

ART. 17. — Les dispositions de l'article 6 ci-dessus sont applicables aux propriétaires d'avoirs soumis à déclaration en vertu des articles 7, 10 et 13.

ART. 18. — Les infractions ou tentatives d'infractions aux dispositions des articles 6, 13, 14 et 15 ci-dessus sont constatées, poursuivies et réprimées dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 19. — Des décrets contresignés par le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance seront appliquées en Algérie et dans les territoires relevant du Ministère des Colonies, compte tenu des dispositions de l'ordonnance du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

ART. 20. — Des arrêtés du Ministre des Finances détermineront les modalités d'application de la présente ordonnance.

ART. 21. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 16 janvier 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER

Le Ministre des Finances, Ministre des colonies p. i.,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE N° 45-87 du 17 janvier 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 26 septembre 1939 relatif au secret professionnel;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative au régime de l'or;

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative au dépôt de devises étrangères et de valeurs mobilières étrangères conservées sur le territoire français;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES PHYSIQUES RÉSIDANT EN FRANCE

ARTICLE PREMIER. — Les personnes physiques ayant leur résidence habituelle en France sont tenues de déclarer à l'office des changes, selon les modalités et aux dates qui seront fixées par arrêté du Ministre des Finances, les matières d'or qu'elles possédaient à la date du 31 décembre 1944, à l'exception de celles qui se trouvaient en dépôt à leur nom chez un intermédiaire en France et de leurs bijoux personnels.

Le Ministre des Finances peut, par arrêté, étendre cette obligation aux représentants ou mandataires en France des propriétaires des matières d'or soumises à déclaration, ainsi qu'aux détenteurs desdites matières.

ART. 2. — Les personnes visées à l'article premier sont dispensées de la déclaration de l'or leur appartenant lorsque le poids de celui-ci ne dépasse pas 20 grammes.

ART. 3. — L'or entrant postérieurement au 31 décembre 1944 dans le patrimoine d'une personne visée à l'article premier doit faire l'objet d'une déclaration complémentaire selon les modalités et dans les délais qui seront fixés par l'office des changes.

ART. 4. — Toute personne physique transférant sa résidence principale de l'étranger en France est tenue, dans un délai de six mois à compter du changement de résidence, d'effectuer, s'il y a lieu, la déclaration prévue à l'article premier. Cette déclaration porte sur l'or possédé par elle à l'époque du changement de résidence.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INTERMÉDIAIRES

ART. 5. — Les intermédiaires en France, c'est-à-dire les banques, les agents de change, les courtiers en valeurs mobilières et les établissements financiers enregistrés qui exercent sur le territoire français sont tenus de déclarer à l'office des changes, selon les modalités et aux dates qui seront fixées par arrêté du Ministre des Finances, l'or, les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère et les valeurs mobilières étrangères conservés par eux en France tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1944, que ces avoirs leur appartiennent en propre ou appartiennent à leurs clients.

ART. 6. — Les intermédiaires visés à l'article 5 sont tenus de faire connaître périodiquement à l'office des changes, selon les modalités et aux dates fixées

par celui-ci, les modifications intervenues dans la consistance des avoirs visés audit article.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 7. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance et des arrêtés pris pour son application sont constatées, poursuivies et réprimées dans les mêmes conditions que les infractions au décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 8. — Sont tenues au secret professionnel dans les conditions prévues par le décret du 26 septembre 1939, toutes personnes appelées par leurs fonctions ou attributions à recevoir ou à transmettre les déclarations prévues par la présente ordonnance.

ART. 9. — Des décrets contresignés par le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance seront applicables en Algérie et dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, compte tenu des dispositions de l'ordonnance du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 17 janvier 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre des Finances, Ministre des colonies p. i.,
R. PLEVEN.

INSTRUCTION n° 18

de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945, portant obligation de dépôt pour les devises étrangères et les valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEVISÉS ÉTRANGÈRES

Sont soumis à l'obligation de dépôt édictés par l'article 1^{er} de l'ordonnance, les billets de banque, chèques, lettres de crédit, traites, effets de commerce et tous autres titres de créance à vue ou à court terme libellés en monnaie étrangère.

En ce qui concerne les billets de banque, sont astreints au dépôt ceux qui ont actuellement cours légal dans leur pays d'origine.

Les encaissements auxquels peuvent donner lieu les autres moyens de paiement visés à l'article 1^{er} doivent être effectués par l'entremise de la banque dépositaire. A cette occasion, celle-ci devra s'assurer de la stricte observation de la réglementation des changes, notamment en ce qui concerne les devises étrangères qui, aux termes de ladite réglementation, doivent être cédées aux offices locaux des changes.

Les dépôts prévus par l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-1564 du 16 juillet 1945 seront gratuits, mais les opérations sur chèques, lettres de crédit, traites, effets de commerce, etc... pourront donner lieu à la perception des rémunérations d'usage.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

1^o — Les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 sont applicables aux titres de rente, obligations, actions, parts de fondateur et parts bénéficiaires et à tous autres titres négociables, au porteur ou nominatif, libellés en monnaie française ou étrangère, ainsi qu'à tous certificats représentatifs de titres négociables, lorsque ces valeurs ont été émises par les collectivités publiques des pays figurant sur la liste annexée à la présente instruction ou par les personnes morales privées ayant leur siège social dans les dits pays.

Il est précisé que parmi les collectivités publiques étrangères figurent notamment les Etats-étrangers.

Les titres doivent être munis de leurs coupons à échoir et de leurs coupons échus et non encaissés.

Sont également soumis au dépôt les coupons détachés des valeurs mobilières susvisées.

Il est rappelé qu'en vertu de la réglementation générale du contrôle des changes, les propriétaires de valeurs étrangères sont tenus d'encaisser leurs coupons ou arrérages dans les trois mois de la mise en paiement ou du détachement et de céder aux offices locaux des changes les devises ainsi obtenues dans le mois de leur encaissement. Toutes instructions utiles à ce sujet devront être données par les intéressés aux établissements dépositaires des titres.

Le dépôt devra obligatoirement être effectué auprès d'une banque intermédiaire agréée.

2^o — Dérogations générales à l'obligation de dépôt.

Par application des articles 9 et 10 de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945, sont exonérés, de façon générale, de l'obligation de dépôt :

a) Les valeurs mobilières étrangères émises par les collectivités publiques des pays ne figurant pas sur la liste annexée à la présente instruction ou par les personnes morales privées ayant leur siège social dans lesdits pays;

b) Les titres de toute nature qui n'ont donné lieu à aucune distribution d'intérêts ou de dividendes depuis dix ans et dont la valeur vénale est inférieure à 100 francs;

c) Les actions et parts des sociétés en liquidation dont la valeur vénale était, au 1^{er} octobre 1945, inférieure à 100 francs;

d) Les titres de rente et obligations dont la valeur nominale est inférieure à 100 francs.

La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer pourra mettre fin à tout moment, en totalité ou en partie, aux dérogations générales accordées ci-dessus.

3^o — L'article 5 de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 lève le blocage édicté par l'ordonnance du 5 octobre 1943. En conséquence, toutes opérations sur les titres déposés en application de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 sont désormais libres, sous réserve d'être effectuées conformément aux prescriptions de la réglementation des changes qui prévoit notamment que, sauf autorisation de l'office local des changes, les ventes et achats de valeurs mobilières étrangères doivent être effectuées en Bourse sur un territoire français et qu'acheteur et vendeur doivent être tous deux des résidents.

LISTE ANNEXE

1. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
Colonies et protectorats de la Couronne britannique (1);
Territoires sous mandat britannique (2);

(1) La liste des territoires compris dans cette définition est la suivante :

Europe : Gibraltar, Malte;

Asie : Aden, Périm, Sokotra, etc., Bahrein (île), Bornéo britannique, Bornéo du nord, Brunéi, Sarawah, Ceylan (île), Maldives (îles), Hongkong, Etablissements des Détroits, États fédérés malais, États malais non fédérés, Inde et Birmanie;

Afrique : est-africain britannique : Kenya (colonie et protectorat), Uganda (protectorat), Zanzibar, Maurice (île), Nvassaland (protectorat), Saint-Hélène (île), Ascension (île), Tristant da Cunha (îles), Seychelles (archipel des), Somaliland (protectorat);

Sud-africain : Basutoland, Bechuanaland (protectorat), Rhodésie du nord, Rhodésie du sud, Swaziland;

Ouest-africain : Nigéria (colonie et protectorat), Gambie (colonie et protectorat), Gold-Coast (colonie), Ashanti, territoire du nord, Sierra Leone (colonie et protectorat), Soudan anglo-égyptien;

Amérique : Bermudes (îles), Falkand (îles), Guyane britannique, Honduras britannique, Terre-Neuve et Labrador, Indes occidentales : Bahamas (îles), Barbade (île), Jamaïque (île), Cayman (îles), Turques et Caïques (îles), Leeward (îles), Antigua, Barbuda et Redonda, Virgin Islands, Saint-Christophe, Dominica, Nevis, Anguilla, Montserrat, Trinité et Tobago (îles), Windward (îles) : Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Grenadines;

Océanie : territoire du Papua, Fidji (îles), Tonga (île), îles du Sud : Gilbert et Ellice-Salomon, Nouvelles-Hébrides.

(2) Parties du Togo et du Cameroun sous mandat de la Grande-Bretagne, Est africain, îles de Nauru.

Andorre;
Belgique, Congo belge et Ruanda-Urundi;
Danemark, Îles Féroé et Groënland;
Eire (Irlande du sud);
Espagne et colonies espagnoles;
Hollande et colonies hollandaises;
Islande;
Italie;
Liechtenstein;
Luxembourg;
Monaco;
Norvège;
Portugal et colonies portugaises;
Suède;
Suisse.

2. Arabie;

Irak;
Iran;
Palestine;
Turquie.

3. Afrique du sud et territoires sous mandat sud-africain (3);

Egypte (*) et Soudan anglo-égyptien;
Tanger.

4. Argentine;

Brésil;
Canada;
Cuba;
Etats-Unis d'Amérique et possessions d'outre-mer;
Etats-Unis du Mexique;
Panama.

5. Australie et territoires sous mandat (4);

Nouvelle-Zélande et territoires sous mandat (5).

INSTRUCTION n° 19

de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer relative au régime des avoirs étrangers dans les territoires relevant du Ministre des Colonies.

Le décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France prévoit, sauf dérogations générales accordées par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ou dérogations particulières accordées par les offices coloniaux des changes, un ensemble de prohibitions relatives à la constitution et à la disposition des avoirs sis dans les territoires relevant du Ministre des Colonies et appartenant, soit directement, soit par personne interposée, à des non résidents.

La présente instruction a pour objet :

(3) Sud-Ouest africain.

(*) Sont notamment valeurs égyptiennes les actions, parts de fondateur et obligations de la Cie Universelle du Canal Maritime de Suez.

(4) Nouvelle-Guinée, archipel Bismark, etc...

(5) Parties des îles Samoa sous mandat néo-zélandais.

1^o — De préciser la portée générale de ces prohibitions dans le cadre de la réglementation des changes existant, et, notamment, au regard de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées et de l'arrêté sur les intermédiaires (1);

2^o — D'indiquer les dérogations générales accordées dès maintenant par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

TITRE PREMIER

PORTÉE GÉNÉRALE DES PROHIBITIONS

Le décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945 précité interdit, sauf dérogations générales accordées par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ou dérogations particulières accordées par les offices coloniaux des changes, les opérations énumérées ci-après. Certaines d'entre elles étaient déjà prohibées en vertu de la réglementation antérieure; d'autres, au contraire, étaient autorisées. Dans l'un ou l'autre cas, les dispositions de la nouvelle réglementation relative à ces opérations remplacent les dispositions antérieures. Celles-ci doivent être considérées comme abrogées, ainsi qu'il est précisé dans l'énumération suivante des opérations prohibées.

Aux termes du décret, sauf dérogation générale ou autorisation particulière :

A. — Opérations sur biens immeubles, droits immobiliers et fonds de commerce

1^o — Est prohibée l'acquisition par un non résident de biens immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, que le cédant soit un résident ou un non résident (article 3 § 1^{er} du décret);

2^o — Est prohibée la cession par un non résident de biens immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, que l'acquéreur soit un résident ou un non résident (article 3 § 2 du décret).

Dans les territoires où l'acte dit « Arrêté du 9 août 1941 » est en vigueur, les articles 4 h *ter* et 8 h *ter* ajoutés par ce texte à l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées doivent être considérés comme abrogés « ipso facto », en tant qu'ils concernent les biens immobiliers.

B. — Opérations sur valeurs mobilières françaises ou parts sociales françaises

1^o — Sont prohibées l'acquisition ou la prise en nantissement, par un non résident, de valeurs mobilières françaises ou de parts sociales françaises, que le cédant soit un résident ou un non résident (article 4 § 1^{er} du décret);

(1) Dans la présente instruction, on entend par :

« Arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées », l'arrêté du 20 mai 1940, précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, modifié par l'acte dit « Arrêté du 9 août 1941 » (ce dernier texte n'est pas en vigueur dans tous les territoires);

« Arrêté relatif aux intermédiaires », l'arrêté relatif aux intermédiaires du 30 mai 1940;

« Résidents » ou « non résidents », les personnes considérées comme françaises ou les personnes considérées comme étrangères au sens de l'arrêté du 20 mai 1940, précisant les opérations prohibées ou autorisées.

2^o — Sont prohibées la cession ou la mise en nantissement, par un non résident, de valeurs mobilières françaises ou de parts sociales françaises, que l'acquéreur soit un résident ou un non résident (article 4 § 2 du décret).

La portée de ces prohibitions est générale en ce sens qu'elles s'appliquent aux opérations indiquées quels que soient le lieu où celles-ci sont réalisées et la forme des titres qui en font l'objet;

3^o — Sont prohibées les acquisitions réalisées par un non résident :

Par voie de souscription ou capital d'une société française, que cette souscription ait lieu lors de la constitution initiale de la société, ou à l'occasion d'une augmentation de capital ultérieure (article 5 § 1^{er} du décret);

Par voie d'attribution à un titre quelconque gratuit ou onéreux, de valeurs mobilières françaises ou parts sociales françaises (article 5 § 2 du décret).

Dans les territoires où l'acte dit « Arrêté du 9 août 1941 » est en vigueur, les articles 4 h *bis* et 8 h *bis* ajoutés par ce texte à l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées doivent être considérés comme abrogés « ipso facto », de même, en tant qu'ils concernent les valeurs mobilières françaises, les articles 4 h *ter* et 8 h *ter*.

C. — Comptes de non résidents

Est prohibée toute opération au crédit ou au débit d'un compte ouvert dans un territoire relevant du Ministre des Colonies au nom d'un « non résident », ainsi que la réception dans ce territoire, pour le compte d'un non résident, de tout dépôt de moyens de paiement libellés en francs (article 6 § 1^{er} du décret).

La portée de ces prohibitions est générale en ce sens :

a) Qu'elles s'appliquent aussi bien aux opérations portées au débit qu'à celles portées au crédit des comptes;

b) Qu'elles s'appliquent non seulement aux comptes en banques mais aussi aux comptes courants ou de dépôt chez toutes personnes publiques ou privées, physiques ou morales.

Ces dispositions ne font pas obstacle, toutefois à l'enregistrement en comptabilité des écritures correspondant, soit à des règlements d'importations ou d'exportations couverts par une licence régulière, soit à des opérations de transferts ayant fait l'objet d'une autorisation d'un office colonial des changes.

Il y a donc lieu de considérer comme abrogés « ipso facto » :

Pour leur totalité, les articles 5 n, 8 e, 9 c, 10 e de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées et 29, 30 et 31 b de l'arrêté relatif aux intermédiaires;

En tant qu'ils concernent les comptes étrangers en francs, les articles 4 d, 4 m, 5 a, 5 b, 5 m, 6 a, 8 d et 9 a de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées et l'article 33 de l'arrêté relatif aux intermédiaires;

En tant qu'ils concernent tous autres comptes en francs français ouverts au nom d'un non résident, les articles 4 m, 5 m, de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées.

D. — Valeurs françaises déposées sous dossiers de non résidents

Sont prohibées :

1° — Toutes opérations affectant les dépôts de valeurs mobilières françaises existant dans les territoires relevant du Ministre des Colonies au nom de non résidents, ainsi que la réception dans ces territoires de tout nouveau dépôt de valeurs mobilières françaises pour le compte d'un non résident;

2° — Toutes opérations affectant les dépôts de moyens de paiement existant dans les territoires relevant du Ministre des Colonies au nom de non résidents, ainsi que la réception dans ces territoires de tout nouveau dépôt de moyens de paiements pour le compte d'un non résident (article 6 §§ 1^{er} et 2 du décret).

La portée de cette prohibition est générale en ce sens :

a) Qu'elle s'applique à l'ouverture de tout nouveau dossier de valeurs mobilières françaises au nom d'un non résident, aussi bien qu'à toute opération affectant les dépôts déjà existants;

b) Qu'elle s'applique, non seulement aux dépôts en banque, mais aussi aux dépôts chez toutes personnes publiques ou privées, physiques ou morales.

Il y a donc lieu de considérer comme abrogés « ipso facto » :

a) En tant qu'il concerne la réception de tout nouveau dépôt de valeurs mobilières françaises, l'article 31 a) de l'arrêté relatif aux intermédiaires;

b) En tant qu'il concerne les opérations affectant un dépôt de valeurs mobilières françaises, l'article 33 de l'arrêté relatif aux intermédiaires.

E. — Opérations des personnes morales françaises dans la gestion desquelles interviennent des « non résidents »

Les opérations interdites aux non résidents par les articles 3, 4 et 5 du décret précité sont également interdites aux personnes morales françaises dans la gestion desquelles interviennent, à quelque titre que ce soit, des non résidents.

La responsabilité de l'observation de cette prohibition incombe exclusivement aux sociétés intéressées et les intermédiaires n'ont à procéder, à cet égard, à aucune diligence spéciale.

Aux termes de l'article 4 de l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France, une dérogation générale est provisoirement accordée pour leurs opérations de gestion courante à toutes les personnes morales françaises dont il s'agit.

Il appartient à ces sociétés, le cas échéant, de solliciter une autorisation de l'office local des changes pour procéder à des opérations prohibées n'ayant pas le caractère d'actes de gestion courante.

D'autre part, les offices coloniaux des changes ont la faculté de mettre fin par décisions individuelles à la dérogation générale susvisée et de notifier à chacune des parties intéressées le régime spécial qui lui est applicable.

TITRE II

DÉROGATIONS GÉNÉRALES

En application de l'article 8 du décret du 16 juillet 1945, édictant les prohibitions susvisées, le titre II de la présente instruction fait connaître les autorisations générales que la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer accorde, dès à présent, par dérogation aux prohibitions dudit décret, étant entendu que d'autres dérogations générales pourront être accordées ultérieurement.

Ces autorisations s'appliquent exclusivement aux comptes et dossiers étrangers ouverts conformément à la réglementation générale des changes chez des personnes physiques ou morales se livrant habituellement à des opérations de banque. Elles ne sont applicables qu'aux comptes et dossiers étrangers qui ne tombent pas sous le coup des dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'instruction du Commissariat aux Finances n° 4744 F 2 du 22 octobre 1943, concernant les comptes ennemis et les comptes de pays occupés par l'ennemi.

Tous avis, circulaires ou instructions publiés antérieurement, et concernant, soit l'ensemble, soit une catégorie déterminée de comptes étrangers en francs, sont abrogés sous réserve de ce qui est indiqué ci-après au sujet des instructions sur les comptes britanniques et sur les comptes tangerois.

Pendant également leur effet, les autorisations particulières ou les régimes spéciaux qui ont pu être accordés antérieurement par les offices coloniaux des changes pour l'ouverture et le fonctionnement chez tout intermédiaire de comptes qui étaient tenus au nom de non résidents en dehors des règles généralement appliquées aux comptes étrangers en francs. Tel est le cas, notamment, de comptes qualifiés « comptes intérieurs de non résidents ». Il appartiendra aux intermédiaires de provoquer pour chaque cas particulier une nouvelle décision de l'office local des changes au sujet de la tenue desdits comptes.

A. — Dispositions générales :

1° — Dépôt de valeurs françaises sous dossiers étrangers :

Les intermédiaires restent autorisés à conserver en dépôt étranger pour compte d'un non résident, les valeurs mobilières françaises qui ont été régulièrement placées sous dossiers étrangers depuis une date antérieure au présent avis.

Par dérogation aux dispositions du décret précité, les titres placés sous dossiers étrangers peuvent faire l'objet, sans autorisation de l'office local de changes, des opérations suivantes :

a) Détachement de coupons et encaissement des titres amortis pour en créditer le compte des intérêts;

b) Recouplement et conversion sans soultte :

Pour toutes opérations autres que celles indiquées ci-dessus affectant un dossier étranger, il est nécessaire d'obtenir, au préalable, une autorisation particulière de l'office.

Aucun changement n'est apporté au régime des dossiers bloqués ouverts à des non résidents.

2° — Comptes étrangers en francs :

Par dérogation aux dispositions du décret précité, les comptes étrangers en francs peuvent être :

a) Crédités sans autorisation de l'office local des changes des sommes provenant de l'encaissement des revenus ou du remboursement éventuel des valeurs mobilières françaises déposées sous dossier étranger, si ce dépôt a eu lieu, soit dans les conditions fixées par l'article 31 a) de l'arrêté relatif aux intermédiaires depuis une date antérieure à celle de la présente instruction, soit avec l'autorisation de l'office local des changes postérieurement à cette date ;

b) Débités sans autorisation de l'office local des changes des prélèvements effectués par le titulaire du compte lui-même dans la limite d'un maximum de mille francs par jour sans que ces prélèvements puissent toutefois excéder vingt mille francs par mois de séjour sur un territoire français. A cet égard, pour les personnes morales, seront considérées comme titulaire du compte, les personnes physiques non résidentes habilitées à faire fonctionner le compte étranger de ladite personne morale.

Pour toute autre opération que celles indiquées ci-dessus affectant un compte étranger en francs, il est nécessaire d'obtenir, au préalable, une autorisation particulière de l'office local des changes sous réserve des dispositions spéciales ci-après.

Aucun changement n'est apporté au régime des comptes bloqués ouverts à des non résidents.

Les intermédiaires devront adresser aux offices coloniaux des changes à la fin de chaque semestre des relevés de tous les comptes étrangers en francs tenus sur leurs livres. Ces relevés seront établis dans la forme habituelle des relevés adressés à la clientèle. Les noms des auteurs de versements ou des bénéficiaires des prélèvements, ainsi que les numéros des ordres de disposition devront y être inscrits.

B. — Dispositions spéciales applicables aux comptes suisses, portugais, espagnols, britanniques et tangérois en francs.

Outre les dispositions communes qui viennent d'être exposées des dispositions particulières s'appliquent à certaines catégories de comptes qui se trouvent de ce fait soumis aux régimes indiquées ci-dessous :

1° — Comptes étrangers suisses :

Sont appelés « comptes étrangers suisses », les comptes en francs ouverts chez tout intermédiaire au nom de personnes considérées comme suisses, c'est-à-dire des personnes physiques ayant leur résidence habituelle en Suisse ou de personnes morales pour leurs établissements en Suisse.

Fonctionnement des comptes étrangers suisses :

Crédit. — Peuvent être portés au crédit de comptes étrangers suisses, sans avoir fait l'objet, au préalable, d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les sommes en francs français représentant la contre-valeur des francs suisses cédés à l'office local des changes pour le compte d'une personne considérée comme suisse ;

Les sommes en francs français provenant d'un autre compte étranger suisse. Aucun crédit de cette nature ne peut être porté en écritures par l'intermédiaire qui tient le compte à créditer si celui-ci n'a reçu de l'intermédiaire tenant le compte à débiter un avis certifiant que ce dernier compte est un compte étranger suisse ;

Les sommes en francs provenant de l'encaissement des revenus ou du remboursement éventuel de valeurs mobilières françaises déposées sous dossier étranger suisse (dispositions générales § 2 a).

Débit. — Peuvent être portés au débit sans avoir fait l'objet, au préalable, d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les virements au profit d'un autre compte étranger suisse ;

Les paiements en faveur d'un résident effectués par chèques barrés ou par virement ;

Les prélèvements effectués par le titulaire du compte conformément aux dispositions générales (§ 2 b).

Relevé mensuel. — Un relevé de tout compte étranger suisse sera adressé en fin de chaque mois à l'office local des changes par l'intermédiaire tenant ce compte.

2° — Comptes étrangers portugais :

Sont appelés « comptes étrangers portugais », les comptes en francs ouverts chez tout intermédiaire au nom de personnes considérées comme portugaises, c'est-à-dire de personnes physiques ayant leur résidence habituelle au Portugal et de personnes morales pour leurs établissements au Portugal. Il faut entendre par Portugal, le Portugal (y compris les archipels de Madère et des Açores), les possessions portugaises (archipel du Cap-Vert, Guinée portugaise, îles Sao-Thomé et Principe, Angola, Mozambique, territoire de Goa, province de Macao, île de Timor).

Toutefois, les comptes ouverts à des personnes résidant ou établies dans la province de Macao et dans l'île de Timor occupées par le Japon sont entièrement bloqués, sauf autorisation spéciale délivrée par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Fonctionnement des comptes étrangers portugais :

Crédit. — Peuvent être portées au crédit sans avoir fait l'objet, au préalable, d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les sommes en francs représentant la contre-valeur d'escudos cédés à l'office local des changes pour compte de personnes considérées comme portugaises ;

Les sommes en francs provenant d'un autre compte étranger portugais (aucun crédit de cette nature ne peut être porté en écritures par l'intermédiaire qui tient le compte à créditer si celui-ci n'a reçu de l'inter-

médiaire tenant le compte à débiter un avis certifiant que ce dernier compte est un compte étranger portugais);

Les sommes provenant de l'encaissement des revenus ou du remboursement éventuel des valeurs mobilières françaises déposées sous dossiers étrangers portugais (dispositions générales § 2 a);

Débit. — Peuvent être portés au débit sans avoir fait l'objet, au préalable d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les virements au profit d'un autre compte étranger portugais;

Les paiements en faveur d'un résident effectués par chèques barrés ou virements;

Les prélèvements effectués par le titulaire du compte conformément aux dispositions générales (§ 2 b).

Relevé mensuel. — Un relevé de tous comptes étrangers portugais sera adressé en fin de chaque mois à l'office local des changes par l'intermédiaire tenant le compte.

3° — Comptes étrangers espagnols :

Sont appelés « compte étrangers espagnol », les comptes en francs ouverts chez tout intermédiaire au nom de personnes considérées comme espagnoles, c'est-à-dire de personnes physiques ayant leur résidence habituelle en Espagne ou de personnes morales pour leurs établissements en Espagne.

Il faut entendre par Espagne, l'Espagne péninsulaire, les Baléares, l'archipel des Canaries, la zone de protectorat espagnol du Maroc, les territoires de Ceuta et Melilla et les colonies espagnoles.

Fonctionnement des comptes étrangers espagnols :

Crédit. — Peuvent être portées au crédit sans avoir fait l'objet, au préalable, d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les sommes en francs représentant la contre-valeur de francs suisses ou d'escudos cédés à l'office local des changes pour le compte d'une personne considérée comme espagnole;

Les sommes en francs provenant de l'encaissement des revenus ou du remboursement éventuel de valeurs mobilières françaises déposées chez un intermédiaire sous dossier étranger espagnol, (dispositions générales § 2 a).

Débit. — Peuvent être portés au débit sans avoir fait l'objet, au préalable, d'une autorisation particulière de l'office local des changes :

Les frais de banque pour tenue de compte ou garde de titres;

Les prélèvements effectués par le titulaire du compte lui-même conformément aux dispositions générales (§ 2 b).

Toute autre inscription au débit est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation particulière de l'office local des changes. Cette autorisation sera, notamment, accordée dans deux cas :

a) Pour les virements effectués par le crédit d'un des comptes « R » de l'Institut Espagnol de la Monnaie Etrangère dans la mesure où il sera justifié auprès de l'office local des changes qu'il s'agit de revenus de toute nature dans les territoires français appartenant à des personnes considérées comme espagnoles (dividendes et intérêts d'actions et d'obligations, loyers, intérêts de dettes, bénéfices d'exploitation, traitements, honoraires, pensions, redevances de brevets), quelles que soient la date de l'échéance et la date d'encaissement de ces revenus;

b) Pour les paiements à faire par le titulaire pour son propre compte en faveur de résidents par chèques barrés ou virements.

4° — Comptes étrangers britanniques :

Il n'est apportée aucune modification aux dispositions des instructions nos 2, 3 et 15 aux intermédiaires concernant le fonctionnement des comptes étrangers britanniques, dispositions qui restent en vigueur.

5° — Comptes étrangers tangérois :

Il n'est apportée aucune modification aux dispositions des instructions nos 5 et 13 aux intermédiaires concernant le fonctionnement des comptes étrangers tangérois, dispositions qui restent en vigueur.

INSTRUCTION n° 20

de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer relative au recensement des avoirs français à l'étranger et au recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies.

Conformément au décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 et à l'arrêté du 16 juillet 1945 relatifs au recensement des avoirs à l'étranger, au décret n° 45-1564 du 16 juillet 1945 relatif au recensement des devises et valeurs étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies et à l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités d'application dans ces territoires de l'ordonnance n° 45-85 relative au régime des avoirs étrangers, doivent être déclarés aux offices locaux des changes :

1° — Les avoirs à l'étranger existant à la date d'entrée en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé;

2° — Les devises étrangères et valeurs mobilières étrangères conservées par les intermédiaires à l'expiration du délai prévu par l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945 pour le dépôt de ces devises et valeurs.

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles ces diverses déclarations seront établies et adressées aux offices locaux des changes. Elle ne rappelle pas pour autant celles des dispositions des décrets et arrêtés précités qui ne nécessitent pas un commentaire particulier et auxquelles les personnes tenues à déclaration devront se reporter.

TITRE PREMIER

PERSONNES TENUES A DÉCLARATION
ET AVOIRS A DÉCLARER

A. — Avoirs à déclarer

par les personnes autres que les intermédiaires

Les personnes physiques résidant sur les territoires relevant du Ministre des Colonies et les établissements sur ces territoires de personnes morales françaises ou étrangères sont tenues de déclarer l'or, les moyens de paiement français et étrangers, les valeurs mobilières françaises et étrangères conservés à l'étranger et tous autres biens, meubles et immeubles, droits et intérêts à l'étranger leur appartenant, tels que définis à l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 1945 précité, fixant les modalités de recensement des avoirs à l'étranger, à l'exception des avoirs [redacted] à l'étranger pour leur compte par les [redacted] établis sur les territoires français.

Si les avoirs à déclarer sont gérés par un mandataire ou sont détenus par un tiers autre qu'un intermédiaire en territoire français, une seule déclaration sera faite, en principe, par le propriétaire, étant précisé que ces trois personnes sont solidairement responsables du défaut de déclaration.

Les avoirs visés ci-dessus étant d'ailleurs les mêmes que ceux dont l'ordonnance du 5 octobre 1943 avait prescrit la déclaration, les personnes qui les ont correctement déclarés en conformité de cette ordonnance sont dispensées d'effectuer une nouvelle déclaration, sauf le cas d'entrée dans leur patrimoine depuis le 1^{er} octobre 1943 de nouveaux avoirs, qui seuls devront faire l'objet d'une déclaration.

B. — Avoirs à déclarer par les intermédiaires

Les intermédiaires, c'est-à-dire les banques établies sur les territoires relevant du Ministre des Colonies, sont tenus des déclarations suivantes :

1^o — Déclaration de leurs avoirs propres :

Les intermédiaires sont tenus, en ce qui concerne leurs avoirs propres, aux mêmes déclarations que les personnes visées au paragraphe A.

Il est précisé qu'ils doivent effectuer ces déclarations, même si lesdits avoirs ne sont pas déposés sous leur dossier à l'étranger, mais sous le dossier à l'étranger d'un autre intermédiaire établi sur un territoire français ;

2^o — Déclaration des avoirs de leurs clients :

Les intermédiaires doivent déclarer en outre :

a) Les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère et les valeurs mobilières étrangères, tels que définis par l'article 2 de l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités de recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères et conservées matériellement dans leurs caisses.

Les intermédiaires n'auront pas à mentionner dans leurs déclarations les valeurs mobilières étrangères pour lesquelles la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer a accordé des dérogations générales à l'obligation de dépôt prescrite par l'ordonnance n° 45-1554

du 16 juillet 1945 relative au dépôt des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur les territoires relevant du Ministre des Colonies.

Les intermédiaires devront effectuer une déclaration globale distincte pour chacune des six catégories de personnes suivantes :

Citoyens et sujets français résidant sur les territoires français ;

Personnes morales françaises ;

Personnes physiques de nationalité étrangère résidant sur les territoires français ;

Etablissements sur les territoires français de personnes morales étrangères ;

Non résidents (c'est-à-dire les personnes considérées comme étrangères au sens de l'arrêté du 20 mai 1940, précisant les opérations prohibées ou autorisées) de nationalité française ;

Non résidents de nationalité étrangère.

Toutefois, lorsque ces avoirs sont conservés sous le dossier d'un autre intermédiaire établi sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, c'est à cet intermédiaire qu'incombe l'obligation de déclarer lesdits avoirs bien qu'il ne les détienne pas matériellement dans ses caisses ;

b) L'or, les moyens de paiement français et étrangers, les valeurs mobilières françaises et étrangères et tous autres biens à l'étranger, tels que définis par l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités de recensement des avoirs à l'étranger et conservés par eux sous leur dossier à l'étranger pour le compte des mêmes catégories de personnes, à l'exclusion des non résidents.

Toutefois, lorsque ces avoirs leur ont été confiés par un autre intermédiaire établi sur un territoire relevant du Ministre des Colonies, c'est à celui-ci qu'incombe l'obligation de déclarer lesdits avoirs, bien qu'il ne les détienne pas sous son propre dossier à l'étranger.

Les intermédiaires, lorsqu'ils déclareront les avoirs de leurs clients, devront effectuer une déclaration globale distincte pour chacune des six catégories de personnes susvisées.

TITRE II

RÉDACTION DES DÉCLARATIONS

A. — Déclaration à souscrire

par les personnes autres que les intermédiaires

Les déclarations devront comporter les indications ci-après :

1^o — En ce qui concerne l'identité du déclarant :

Nom et prénoms (ou raison sociale et forme juridique pour les sociétés) ;

Profession (ou objet social pour les sociétés) ;

Résidence habituelle (ou siège social pour les sociétés) ;

Adresse de l'établissement dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, pour les sociétés étrangères ;

2° — En ce qui concerne les avoirs à déclarer :

a) Nature et montant des avoirs :

Avoirs en or : nombre et valeur nominale des pièces pour l'or monnayé, poids et titre pour les lingots et autres matières d'or;

Devises étrangères et moyens de paiement français : nature (billets de banque, traites, chèques...) et montant des devises étrangères et moyens de paiement;

Comptes à l'étranger : solde du compte à la date de mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 15 janvier 1945 relative au recensement des avoirs à l'étranger, avec indication de la Banque où ce compte est tenu;

Valeurs mobilières : nature (rente, action, obligation...), monnaie dans laquelle le titre est libellé, nombre et valeur nominale en capital des titres;

Autres biens, droits et intérêts à l'étranger : nature et valeur de ces biens, droits et intérêts;

b) Lieu de dépôt des avoirs avec les nom et adresse du dépositaire.

B. — *Déclaration à souscrire par les intermédiaires*

Les déclarations seront rédigées suivant des cadres dont les modèles seront communiqués aux intermédiaires par les offices des changes.

TITRE III

REMISE DES DÉCLARATIONS AUX OFFICES LOCAUX DES CHANGES

Les déclarations d'avoirs à l'étranger des personnes autres que les intermédiaires seront adressées aux offices locaux des changes, soit directement par lettre recommandée, soit par l'entremise d'un établissement de banque ayant la qualité d'intermédiaire agréé, dans un délai de deux mois, à compter de la mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 15 janvier 1945 relative aux avoirs à l'étranger.

Cependant lorsque, pour des raisons de force majeure, les personnes visées ci-dessus ne pourront souscrire leur déclaration dans ce délai, elles auront à adresser à l'office local des changes une déclaration provisoire qui sera établie avec les éléments d'information dont elles disposent, la déclaration définitive devant être envoyée dans un délai de six mois, à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 précité.

Des demandes de délais supplémentaires, appuyées de toutes justifications utiles, pourront être soumises à l'approbation des offices locaux des changes.

Les intermédiaires devront effectuer leurs déclarations d'avoirs à l'étranger dans le délai de deux mois visé au 1^{er} alinéa ci-dessus.

Les intermédiaires, tenus à déclaration en vertu des arrêtés susvisés du 16 juillet 1945, fixant les modalités de recensement des avoirs à l'étranger et du recensement des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères, remettront aux offices locaux des

changes le relevé des devises et valeurs mobilières étrangères détenues par eux dans les deux mois qui suivront l'expiration du délai fixé pour leur dépôt par l'article 7 de l'ordonnance n° 45-1554 du 16 juillet 1945.

TITRE IV

LIQUIDATION ET PAIEMENT DU DROIT DE LÉGITIMATION

1° — *Liquidation :*

L'amende transactionnelle dite droit de légitimation prévue par l'article 3 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé est calculée sur la valeur des avoirs non déclarés au titre du décret du 9 septembre 1939 ou de l'ordonnance du 5 octobre 1943.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les personnes ayant commis une infraction au décret du 9 septembre 1939 et une infraction à l'ordonnance du 5 octobre 1943, le droit de légitimation n'est calculée que sur la valeur des avoirs non déclarés au titre de l'ordonnance du 5 octobre 1943.

Cette valeur est celle à la date de mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé, des avoirs dont il s'agit dans les pays où ils sont situés, la conversion en francs étant faite sur la base des cours officiels applicables à la même date.

Ces cours sont les cours d'achat des devises pratiquées par les offices des changes.

2° — *Paiement :*

a) En francs français :

Au moment du dépôt de la déclaration, un versement provisionnel égal au cinquième au minimum de la valeur des avoirs dissimulés doit être effectué à l'office local des changes, soit par chèque, soit par mandat-poste, accompagné d'un décompte.

Lors de la liquidation définitive du droit de légitimation qui sera faite par l'office local des changes, le déclarant sera remboursé des sommes versées en excédent du montant effectivement dû ou devra effectuer dans le mois de la liquidation définitive le paiement de la somme restant due;

b) En devises étrangères ou valeurs étrangères :

Si l'intéressé ne dispose pas d'avoirs suffisants en francs, il peut s'acquitter du droit de légitimation par un versement en devises étrangères, ou, à défaut, par la livraison de valeurs étrangères dans les conditions fixées par l'article 8 de l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant, dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, les modalités de recensement des avoirs à l'étranger. Il devra, dans ce cas, le mentionner sur sa déclaration et prendre l'engagement d'effectuer, au profit de l'office local des changes, l'abandon desdites devises et valeurs, à concurrence du montant du droit de légitimation à sa charge.

L'office fera connaître au déclarant si ces devises ou valeurs peuvent être acceptées par lui et fixera les modalités de leur cession.

TITRE V

DÉCLARATIONS PARTICULIÈRES

A. — *Déclaration incombant aux personnes et aux sociétés établies sur les territoires relevant du Ministre*

des Colonies qui possèdent un intérêt prépondérant dans une société étrangère.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant, dans les territoires relevant du Ministre des Colonies, les modalités de recensement des avoirs à l'étranger, une déclaration spéciale incombe aux personnes physiques résidant dans les territoires relevant du Ministre des Colonies aux personnes morales françaises et aux établissements dans ces territoires de personnes morales étrangères qui possèdent des droits leur assurant un intérêt prépondérant dans une société étrangère.

Les titulaires de ces droits doivent déclarer aux offices locaux des changes quels sont les biens composant l'actif de la société étrangère intéressée, même si les droits sont représentés par des valeurs mobilières ou résultent de conventions qui sont elles-mêmes l'objet de déclaration par application de l'article 1^{er} de l'arrêté précité. Dans ce dernier cas, il conviendra de se référer à cette déclaration.

Doivent être déclarés :

1^o — La nature, le nombre et la valeur des droits qui assurent un intérêt prépondérant au déclarant dans la société étrangère (participation dans le capital, parts bénéficiaires ou de fondateur, créances, conventions ou contrats, etc...);

2^o — La nature et la valeur des avoirs figurant à l'actif du bilan de la société étrangère.

A l'appui devront être joints deux bilans de la société, l'un pour l'exercice ayant pris fin en 1939, l'autre concernant le dernier exercice dont les résultats sont connus du déclarant. Celui-ci devra fournir tous les éléments dont il dispose pour permettre d'apprécier la valeur réelle des différents postes de l'actif.

B. — *Déclaration spéciale incombant aux personnes morales françaises dans la gestion desquelles intervient un non résident.*

Conformément à l'arrêté du 16 juillet 1945, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-85 du 15 janvier 1945 relative au régime des avoirs étrangers en France, les personnes morales françaises dans la gestion desquelles interviennent, à quelque titre que ce soit, une personne physique résidant habituellement hors de France ou une personne morale étrangère sont tenues de souscrire une déclaration qui devra être adressée à l'office local des changes dans un délai de deux mois à compter de la mise en vigueur dudit arrêté.

Pour l'établissement de ces déclarations, il convient de se rapporter à l'arrêté susvisé qui précise quelles sont les personnes morales assujetties à cette obligation et quel doit être le contenu des déclarations qui leur incombent.

TITRE VI

DÉCLARATIONS ULTÉRIEURES

1^o — Avoirs à l'étranger

Les avoirs à l'étranger qui entrent, postérieurement à la date de mise en vigueur du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 susvisé, dans le patrimoine d'une personne physique ou morale résidant dans un terri-

toire relevant du Ministre des Colonies, doivent faire l'objet d'une déclaration à l'office local des changes.

Toutefois, au cas où l'entrée dudit avoir dans le patrimoine serait soumise à l'autorisation de l'office local des changes, aucune déclaration n'aura à être effectuée si cette autorisation a été sollicitée et obtenue.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables, notamment aux sociétés et associations dont la création est postérieure à la date susvisée et qui possèdent des avoirs à l'étranger;

2^o — Personnes établissant leur résidence habituelle sur un territoire relevant du Ministre des Colonies.

Les personnes résidant à l'étranger et qui transportent leur résidence sur un territoire relevant du Ministre des Colonies sont tenues, dans un délai de six mois, à compter du jour de leur nouvelle résidence, de faire, s'il y a lieu, la déclaration de leurs avoirs à l'étranger. Sont tenus à la même obligation, les établissements de personnes morales étrangères nouvellement créés sur les territoires relevant du Ministre des Colonies

TITRE VII

ACTES DE DISPOSITION SUR LES AVOIRS A L'ÉTRANGER

1^o — Les personnes physiques ou morales résidant sur les territoires relevant du Ministre des Colonies et possédant des avoirs soumis à déclaration ne peuvent, en vertu de l'article 6 du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 précité, procéder, sauf dérogation générale de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ou particulière de l'office local des changes, à aucun acte de disposition sur les avoirs à l'étranger.

Il est précisé que cette mesure ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la réglementation des changes en ce qui concerne la cession des devises étrangères aux offices.

Elle ne fait pas obstacle non plus aux opérations consistant à placer sous dossier d'une banque établie sur un territoire français des avoirs détenus à l'étranger;

2^o — Aux termes de l'article 6 susvisé, sont autorisés de plein droit les actes de gestion effectués par les établissements à l'étranger des personnes morales françaises, ainsi que par les entreprises à l'étranger appartenant à des personnes physiques résidant sur les territoires français.

Cette disposition permet, notamment, aux établissements à l'étranger des sociétés françaises de poursuivre leur activité sans avoir à solliciter des autorisations des offices locaux des changes, dès l'instant que cette activité demeure conforme à l'objet social et n'a pas, notamment, le caractère d'une opération de liquidation ou de cession d'actif;

3^o — La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, par dérogation générale aux prohibitions de l'article 6 susvisé, autorise les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère résidant sur les territoires relevant du Ministre des Colonies à disposer des biens qu'elles possèdent dans leur pays d'origine.

INSTRUCTION n° 21
de la Caisse Centrale de la France
d'Outre-Mer

OPÉRATIONS SUR BILLETS DE BANQUE ÉTRANGERS

a) Achat de billets à la clientèle :

Les intermédiaires agréés sont autorisés à reprendre les billets de banque libellés dans les monnaies ci-après : dollar des Etats-Unis, monnaies de la zone sterling, franc suisse, franc belge, écu portugais, couronne suédoise.

Jusqu'à nouvel avis, ces billets peuvent être repris sans limitation de montant, excepté en ce qui concerne le dollar des Etats-Unis, les monnaies de la zone sterling et le franc belge. Ces derniers ne peuvent être repris qu'aux voyageurs en provenance respectivement des Etats-Unis, des pays de la zone sterling et de l'Union Belgo-Luxembourgeoise (1) dans les limites suivantes :

Monnaie U.S.A. : 50 dollars;

Monnaie de la zone sterling : 5 livres ou contre-valeur en monnaie de la zone sterling;

Monnaie belge : 880 francs belges, soit la contre-valeur d'environ 1.000 francs français, par personne.

b) Vente de billets à la clientèle :

Les ventes de billets de banque à des voyageurs à destination des pays étrangers seront jusqu'à nouvel avis pratiquées dans les mêmes conditions que précédemment.

INSTRUCTION n° 22
de la Caisse Centrale de la France
d'Outre-Mer

RELATIONS FINANCIÈRES

AVEC L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Le présent avis a pour objet de définir les conditions dans lesquelles pourront être désormais effectués les règlements entre la zone franc et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

La zone franc comprend les territoires énumérés ci-après :

La France métropolitaine, y compris la Corse et l'Algérie;

L'Afrique occidentale française;

L'Afrique équatoriale française;

Madagascar et ses dépendances;

La Réunion;

La Côte française des Somalis;

La Guyane française;

La Martinique;

La Guadeloupe;

Saint-Pierre et Miquelon;

(1) L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise comprend : la Belgique, le Luxembourg, le Congo belge et le territoire sous mandat de Ruanda Urundi.

Bien entendu, seuls doivent être achetés les billets de banque de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ayant actuellement cours légal.

Les Etablissements français de l'Inde;
L'Indochine (lorsque la totalité de ce territoire aura été libérée);

La Nouvelle-Calédonie;

Les Etablissements français de l'Océanie;

Le Condominium des Nouvelles-Hébrides;

Les protectorats du Maroc et de Tunisie;

Les territoires sous mandat français du Cameroun et du Togo;

La Syrie et le Liban (1).

I. — *Régime des comptes étrangers en francs ouverts au nom de personnes résidant dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.*

1° — Anciens comptes étrangers en francs :

Les comptes étrangers belges actuellement ouverts chez un intermédiaire dans la zone franc demeurent jusqu'à nouvel ordre régis par les textes en vigueur, notamment par l'instruction n° 19 aux intermédiaires (titre II chapitre A).

Toutefois, les comptes étrangers en francs ouverts dans les colonies ou territoires africains sous mandat français au nom de personnes physiques ou morales résidant au Congo belge sont désormais soumis de plein droit aux dispositions ci-après concernant le fonctionnement des comptes nouveaux belges.

II. — *Nouveaux comptes étrangers en francs ouverts au nom de banques établies dans l'Union Belgo-Luxembourgeoise.*

Les intermédiaires agréés peuvent solliciter des offices locaux des changes l'autorisation d'ouvrir sur leurs livres aux banques agréées belges qui leur en feront la demande des comptes nouveaux étrangers belges dénommés « comptes nouveaux belges ».

Ces comptes sont désormais réglemmentés par les dispositions suivantes, qui se substituent, en ce qui les concerne, aux prescriptions de l'instruction n° 19 aux intermédiaires (titre II chapitre A).

1° — Opérations au débit :

a) Tout compte nouveau belge peut être débité librement par le crédit d'un autre compte nouveau belge.

Dans ce cas, l'intermédiaire agréé qui tient le compte à débiter est tenu de remettre à l'intermédiaire agréé qui tient le compte à créditer un avis indiquant que le compte débité est un compte nouveau belge. Cet avis vaut autorisation pour l'intermédiaire agréé qui tient le compte à créditer de passer le crédit à un compte nouveau belge;

b) Tout virement d'un compte nouveau belge à un compte étranger en francs autre qu'un compte nouveau belge est interdit, sauf autorisation spéciale de l'office local des changes;

c) Pour le surplus, tout paiement par le débit d'un

(1) Le fait que les Etablissements français de l'Inde, le Condominium des Nouvelles-Hébrides, la Syrie et le Liban sont cités parmi les territoires compris dans la « zone franc » ne modifie, bien entendu, en aucune manière, le régime spécial des transferts à destination de ces territoires.

L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise comprend : la Belgique, le Luxembourg, le Congo belge et le territoire sous mandat de Ruanda-Urundi.

compte nouveau belge ne nécessite aucune autorisation préalable.

2° — Opérations au crédit :

a) Un compte nouveau belge peut être crédité sans autorisation de l'office local des changes des sommes provenant d'un autre compte nouveau belge dans les conditions exposées au paragraphe 1^{er} (a) ci-dessus ;

b) Un compte nouveau belge ne peut être crédité par le débit d'un compte étranger autre qu'un compte nouveau belge sans une autorisation spéciale de l'office local des changes.

Cette autorisation sera donnée de plein droit chaque fois qu'il s'agira de créditer un compte nouveau belge par le débit d'un ancien compte étranger belge ouvert au nom d'une banque agréée belge ;

c) Tout versement fait par un résident au crédit d'un compte nouveau belge doit, conformément à la réglementation générale des changes être préalablement autorisé par l'office local des changes. Les autorisations seront délivrées suivant les principes exposés au paragraphe II ci-dessous ;

d) Un compte nouveau belge peut être crédité de plein droit du produit en francs de toutes cessions en monnaie belge faites à l'office local des changes.

3° — Conversion en francs belges des disponibilités des comptes nouveaux belges.

Les disponibilités d'un compte nouveau belge peuvent être de plein droit converties en francs belges. Le montant nécessaire en monnaie belge est fourni immédiatement par l'office local des changes sur demande présentée dans les conditions habituelles, la justification à fournir étant une attestation délivrée par l'intermédiaire agréé qui tient le compte à débiter et certifiant que ce compte est un compte nouveau belge.

Il résulte de ce qui précède qu'une personne résidant dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, désireuse de transférer en monnaie belge ses disponibilités en compte nouveau belge, peut, à son choix, soit obtenir de l'office des changes le montant en monnaie belge nécessaire, soit céder ses francs français contre francs belges en les transférant à une autre personne résidant dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et, notamment, à la Banque Nationale de Belgique.

II. — *Autorisation de transfert à destination de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*

a) Les intermédiaires agréés peuvent présenter aux offices des changes des demandes d'autorisation de transfert à destination de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise pour des paiements à faire par des résidents au profit de personnes résidant dans l'Union Economique susvisée, à condition que ces paiements aient le caractère de paiements courants ;

b) Sont considérés comme paiements courants les catégories de paiements suivantes :

Règlements commerciaux, c'est-à-dire les règlements d'importation de marchandises et frais accessoires y afférents ;

Les salaires, services, secours, pensions ;

Les revenus, intérêts, bénéfices, amortissements contractuels, droits et redevances de brevet et de licences, droits d'auteur ;

Règlements d'assurance et de réassurance (primes et indemnités) ;

Les impôts, amendes, et tous autres règlements de même nature.

Bien entendu, les justifications habituelles devront être présentées aux offices des changes à l'appui de chaque demande d'autorisation de transfert, et ceux-ci se réservent toute liberté d'appréciation.

Les transferts seront faits, suivant que le paiement est libellé en francs belges ou en francs français, soit par délivrance de francs belges par l'office local des changes, soit par versement en francs au crédit d'un compte nouveau belge.

III. — *Emploi des disponibilités en monnaie belge appartenant à des résidents*

1° — Les emplois doivent être autorisés par l'office local des changes, conformément aux prescriptions du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945 relatif aux avoirs à l'étranger. Les cessions aux offices des changes sont autorisées de plein droit ;

2° — Les avoirs existant actuellement dans l'Union Belgo-Luxembourgeoise au nom de résidents demeurent bloqués. Des négociations sont cependant en cours pour organiser, avec l'accord des autorités françaises, leur déblocage.

Toutefois, il est signalé aux intermédiaires agréés que, d'ores et déjà, ils peuvent obtenir l'ouverture auprès de banques agréées belges de comptes nouveaux, qui, du point de vue de la réglementation belge, ne seront soumis à aucune restriction pour tous paiements dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Du point de vue de la réglementation française, ces comptes pourront être crédités :

a) Des provisions cédées aux intermédiaires par les offices locaux des changes ;

b) De tous encaissements en francs belges.

Ils pourront être débités :

a) Des règlements effectués dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en vertu d'autorisations particulières des offices locaux des changes ;

b) Des virements aux comptes des offices locaux des changes.

Les intermédiaires agréés pourront également demander à leurs correspondants belges, après accord préalable de l'office local des changes et sous réserve de l'accord des autorités belges compétentes, le virement au crédit desdits comptes du solde des anciens comptes dont ils seraient déjà titulaires dans les écritures de leurs correspondants. Ils devront ensuite aviser l'office local des changes de l'accord donné par les autorités belges.

Il convient de noter que les dispositions du paragraphe 2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux comptes ouverts au Congo belge au nom de personnes résidant dans les colonies ou les territoires africains sous

mandat français. Ces comptes doivent être soumis, par mesure de réciprocité, au régime appliqué dans les colonies ou territoires africains sous mandat français aux comptes ouverts à des personnes résidant au Congo belge (voir ci-dessus § 1^{er} 1^o et 2^o).

INSTRUCTION n° 23

de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La présente instruction a pour objet de définir les conditions dans lesquelles pourront être désormais effectués les règlements entre la zone franc et les États-Unis d'Amérique.

La zone franc comprend les territoires énumérés dans l'instruction n° 22 relative aux relations financières avec l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

1. — Régime des comptes étrangers en francs ouverts au nom de personnes résidant aux États-Unis

Tous les comptes étrangers en francs, ouverts aux colonies et dans les territoires africains sous mandat français, au nom de personnes résidant aux États-Unis d'Amérique, sont désormais qualifiés « comptes étrangers libres » et réglementés par les dispositions suivantes, qui complètent, en ce qui les concerne, les prescriptions de l'instruction n° 19 aux intermédiaires.

A. — Opérations au débit :

Tout paiement par le débit d'un compte étranger libre est libre. Un compte étranger libre peut être librement débité par le crédit d'un autre compte étranger en francs, quelle que soit la résidence du titulaire de ce compte. Dans ce cas, l'intermédiaire qui tient le compte à débiter est tenu de remettre à l'intermédiaire qui tient le compte à créditer un avis indiquant que le compte débité est un compte étranger libre. Cet avis vaut autorisation pour l'intermédiaire, qui tient le compte étranger à créditer, de passer le crédit à ce compte.

B. — Opérations de crédit :

a) Un compte étranger libre peut être crédité sans autorisation de l'office local des changes des sommes provenant d'un autre compte étranger libre;

b) Un compte étranger libre ne peut être crédité par le débit d'un compte étranger autre qu'un compte étranger libre sans une autorisation spéciale de l'office local des changes;

c) Tout versement fait par un résident au crédit d'un compte étranger libre doit, conformément à la réglementation générale des changes, être préalablement autorisé par l'office local des changes; les autorisations seront délivrées suivant les principes exposés au paragraphe II ci-dessous.

Cependant délégation peut être donnée par l'office local des changes aux intermédiaires agréés pour autoriser l'inscription au crédit (sur présentation de la licence d'importation, à concurrence du montant autorisé par cette pièce, et à condition qu'elle porte le

visa de l'office local des changes), des sommes dues au titulaire du compte en règlement d'importations stipulées payables en francs. Nous rappelons que l'instruction n° 19 aux intermédiaires (titre II chapitre A) a déjà prévu par dérogation aux dispositions du décret n° 45-1562 du 16 juillet 1945 l'inscription au crédit, sans autorisation de l'office local des changes, de l'encaissement des revenus, ou du remboursement éventuel de valeurs mobilières françaises régulièrement en dépôt sous le dossier du titulaire du compte;

d) Un compte étranger libre peut être crédité de plein droit du produit en francs de toutes cessions de dollars faites à l'office des changes.

C. — Conversion en dollars des disponibilités des comptes libérés en francs

Les disponibilités d'un compte étranger libre peuvent être de plein droit converties en dollars. Le montant nécessaire en dollars est fourni immédiatement par l'office local des changes sur demande présentée dans les conditions habituelles, la justification à fournir étant une attestation délivrée par l'intermédiaire qui tient le compte à débiter et certifiant que ce compte est un compte étranger libre.

Il résulte de ce qui précède qu'une banque aux États-Unis désireuse de transformer en dollars ses disponibilités en compte étranger libre peut, à son choix, soit obtenir auprès de l'office local des changes le montant en dollars nécessaires, soit céder ses francs contre dollars en les transférant à une autre banque aux États-Unis et, notamment, à la *Federal Reserve Bank*.

II. — Autorisation de transferts à destination des États-Unis

a) Les intermédiaires peuvent présenter aux offices des changes des demandes d'autorisation de transfert à destination des États-Unis, pour des paiements à faire par des résidents au profit de personnes résidant aux États-Unis, à condition que ces paiements aient le caractère de paiements normaux et courants et non de transferts proprement financiers;

b) Sont considérés comme paiements normaux et courant, notamment les catégories de paiements suivants :

Règlements du prix d'importations de marchandises et frais accessoires y afférents;

Revenus d'actions, d'obligations, de participations, amortissement contractuel d'obligations;

Primes et indemnités d'assurances;

Frais justifiés de voyage et de séjour, et tous autres règlements de même nature.

Bien entendu, les justifications habituelles devront être présentées à l'office local des changes à l'appui de chaque demande d'autorisation de transfert et celui-ci se réserve toute liberté d'appréciation;

c) Les transferts seront faits, suivant que le paiement est libellé en dollars ou en francs, soit par délivrance de dollars par l'office local des changes, soit par versement en francs au crédit d'un compte libre en francs.

III. — *Emploi des disponibilités en dollars appartenant à des résidents*

Il est rappelé qu'au regard de la loi française, tout emploi doit avoir été, au préalable, autorisé par l'office local des changes, conformément aux prescriptions du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministre des Colonies de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945, quand bien même la législation des pays tiers rendrait possibles de tels emplois. Toutefois, les cessions de dollars à l'office des changes sont autorisées de plein droit.

INSTRUCTION n° 24 de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LA SUISSE

La présente instruction a pour objet de définir les conditions dans lesquelles pourront être désormais effectués les règlements entre la zone franc et la Suisse. La zone franc comprend les territoires énumérés dans l'instruction n° 22 relative aux relations financières avec l'Union Belgo-Luxembourgeoise.

I. — *Régime des comptes étrangers en francs ouverts au nom de personnes résidant en Suisse*

L'instruction n° 19 aux intermédiaires a précisé les conditions de fonctionnement de ces comptes.

II. — *Autorisation de transferts à destination de la Suisse*

Les intermédiaires peuvent présenter à l'office local des changes des demandes d'autorisation de transfert à destination de la Suisse, au profit de personnes résidant en Suisse, à condition que ces opérations aient le caractère des paiements définis ci-après et non de transferts proprement financiers.

Les autorisations sont strictement limitées aux catégories suivantes :

a) Règlement du prix d'importation de marchandises régulièrement autorisées et des frais accessoires y afférents;

b) Secours familiaux au bénéfice de personnes résidant en Suisse dans la limite de 300 francs suisses par bénéficiaire et par mois;

c) Frais de voyage et de séjour dûment justifiés. Bien entendu, les justifications habituelles devront être présentées à l'office local des changes à l'appui de chaque demande d'autorisation de transfert, et celui-ci se réserve toute liberté d'appréciation.

Les transferts seront faits, suivant que le paiement est libellé en francs suisses ou en francs français, soit par délivrance de francs suisses par l'office local des changes, soit par versement en francs au crédit d'un compte étranger suisse.

III. — *Emploi des disponibilités en francs suisses appartenant à des résidents*

Ces emplois doivent être autorisés par l'office local des changes, conformément aux prescriptions du décret n° 45-1563 du 16 juillet 1945. La cession à l'office local des changes est autorisée de plein droit.

INSTRUCTION n° 25 de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

DÉBLOCAGE DES COMPTES MÉTROPOLITAINS

Le blocage continuera d'être maintenu à l'égard des comptes dont sont titulaires les personnes ci-après :

a) Les internés administratifs;
b) Les personnes figurant sur les listes d'ennemis;
c) Les personnes figurant sur la liste spéciale publiée en application de l'article 5 de l'ordonnance du 6 octobre 1943, concernant les interdictions et les restrictions de rapports avec les ennemis, ainsi que la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis;

d) Les personnes dont les biens ont été placés sous séquestre ou sous « contrôle-surveillance », qu'il s'agisse de nationaux ou d'ennemis.

Par modification à l'instruction n° 17 du 16 avril 1945 tous les autres comptes métropolitains, quelle que soit leur date d'ouverture, peuvent désormais fonctionner librement.